

Nota

(1) *Zitting 2013 – 2014**Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 599 – 1. — Verslag, nr. 599-2.*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 februari 2014.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29237]

23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale et de son secrétariat permanent. — Erratum

Dans l'article 6, alinéa 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale et de son secrétariat permanent publié dans le *Moniteur belge* du 10 février 2014 à la page 11731, les mots « Conseil supérieur » doivent être remplacés par les mots « Conseil général ».

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29237]

23 JANUARI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van de Algemene raad voor het onderwijs voor sociale promotie en van zijn vast secretariaat. — Erratum

In artikel 6, tweed lid, 3°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2014 tot bepaling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van de Algemene raad voor het onderwijs voor sociale promotie en van zijn vast secretariaat, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 februari 2014, pagina 11731, in de Franse tekst, worden de woorden "Conseil supérieur" vervangen door de woorden "Conseil général".

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202494]

13 FEVRIER 2014. — Accord de coopération réglant l'organisation et le fonctionnement du service e-Wallonie-Bruelles Simplification, « eWBS » en abrégé, fixant les modalités de transfert des membres du personnel du Commissariat EASI-WAL au service eWBS et fixant les modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Communauté française au service eWBS

Vu les articles 1^{er}, 2, 33, 38 et 39 ainsi que le chapitre IV, sections I^{er} et II du Titre III de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 et 87;

Vu l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique, dénommé e-Wallonie-Bruelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2013 fixant le cadre organique du personnel d'e-Wallonie-Bruelles Simplification, en abrégé « eWBS », et du pôle organisationnel de la Banque-Carrefour d'Echange de Données (BCED);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 relatif au Commissariat wallon E-Administration-Simplification, en abrégé « EASI-WAL »;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 8 mai 2013 et le 10 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 13 février 2014;

Vu les protocoles d'accord n^{os} 612 et 613 du 12 juillet 2013 conclus au sein du Comité de secteur XVI;

Vu le protocole d'accord n^o 424 du 12 juillet 2013 conclu au sein du Comité de secteur XVII;

Vu les avis n^{os} 54.052/2, 54.053/2 et 54.071 du Conseil d'Etat, donnés les 25 et 30 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 13 février 2014;

Vu la décision du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2014;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement,

Ont convenu ce qui suit :

Titre I^{er}. — Organisation et fonctionnement du service e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent accord, il y a lieu d'entendre par :

- 1° « Ministre », les Ministres ayant la simplification administrative et l'eGouvernement dans leurs attributions;
- 2° « eWBS » : le service e-Wallonie-Bruxelles Simplification visé par l'accord du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;
- 3° le Commissariat : le Commissariat wallon e-Administration-Simplification, en abrégé « EASI-WAL » créé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005;
- 4° membre du personnel d'EASI-WAL: l'agent ou la personne engagée par contrat de travail et affecté, mis à disposition ou en congé pour mission au sein du Commissariat;
- 5° les Gouvernements : le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 2. Le Service public de Wallonie et le Ministère de la Communauté française assurent l'hébergement du service eWBS et mettent gratuitement à sa disposition l'infrastructure nécessaire à son fonctionnement selon les modalités déterminées par le Conseil stratégique.

Art. 3. Le secrétaire général du Ministère de la Communauté française exerce, de commun accord avec le secrétaire général du Service public de Wallonie et sous l'autorité conjointe des Gouvernements, la haute direction du service eWBS selon les modalités fixées par le présent accord.

Sur proposition du président du Conseil stratégique, le Ministre arrête les délégations de compétence et de signature autres que celles prévues par le présent accord qui sont accordées aux organes de gestion et membres du personnel d'e-WBS. Les délégations restent, quant à leur étendue dans les matières qu'elles concernent, dans les limites fixées par les délégations accordées au Ministère de la Communauté française ou au Service public de Wallonie.

CHAPITRE II. — *Des organes de gestion du service eWBS*

Section 1^{re}. — Le Conseil stratégique

Sous-section 1^{re}. — Compétences

Art. 4. Le Conseil stratégique est chargé :

- 1° de proposer à l'approbation des Gouvernements le plan stratégique des activités du service eWBS tel que visé à l'article 33;
- 2° d'établir le budget d'un exercice dans le respect du calendrier fixé par la circulaire budgétaire, le cas échéant, de l'adapter au cours de l'exercice;
- 3° d'établir et d'examiner périodiquement le tableau de bord visé à l'article 34;
- 4° d'établir et d'approuver le rapport annuel d'activités;
- 5° d'arrêter les comptes de l'année écoulée;
- 6° de proposer aux Gouvernements les redevances pour les prestations de services fournies par le service eWBS en dehors des services du Gouvernement;
- 7° d'approuver les marchés publics de fournitures ou de services dans les limites de l'article 39;
- 8° de proposer aux Gouvernements, le plan de recrutement pour le personnel statutaire dans les limites des emplois du cadre du service eWBS;
- 9° de proposer aux Gouvernements, en fonction du cadre du personnel, l'engagement du personnel contractuel rémunéré à charge des crédits inscrits au budget du service eWBS et dans le respect des règles fixées par l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé, et des dispositions prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;
- 10° de gérer consciencieusement les ressources et le patrimoine du service eWBS;
- 11° de prendre tout acte de gestion quelconque qui ne relève pas de la gestion journalière.

Sous-section 2. — Composition

Art. 5. Le Conseil stratégique est composé :

- 1° du secrétaire général du Service public de Wallonie;
- 2° du secrétaire général du Ministère de la Communauté française;
- 3° du fonctionnaire dirigeant ou de la fonctionnaire dirigeante d'eWBS, désigné(e) en application de l'article 6 de l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé.

Ces membres ont voix délibérative.

Le Conseil stratégique peut associer à ses discussions d'autres mandataires en fonction des besoins ou de l'intérêt de ses derniers.

Le Conseil stratégique établit également des contacts privilégiés avec les mandataires responsables des services en charge de l'informatique administrative en Région wallonne et en Communauté française.

Art. 6. Les autres membres du staff de direction du service eWBS visés à l'article 17 participent aux réunions du Conseil stratégique avec voix consultative.

Art. 7. La participation au Conseil stratégique n'est pas rétribuée.

Art. 8. Le Conseil stratégique peut inviter toute personne à participer à ses travaux en raison de son expérience dans les matières traitées. Dans ce cas, cette personne a voix consultative.

Sous-section 3. — Fonctionnement

Art. 9. La présidence du Conseil stratégique est assurée alternativement, une année civile sur deux, par le secrétaire général du Service public de Wallonie et par le secrétaire général du Ministère de la Communauté française.

Le secrétaire général qui n'est pas président est vice-président du Conseil stratégique pendant l'année durant laquelle l'autre secrétaire général assure la présidence.

Le secrétariat du Conseil stratégique est assuré par un membre du personnel du service eWBS.

Art. 10. Le président du Conseil stratégique dirige les débats ou, en son absence, le vice-président.

Art. 11. Le Conseil stratégique tient au minimum trois réunions par an.

Le président convoque les membres du Conseil stratégique par écrit ou par courriel au moins cinq jours ouvrables à l'avance.

La convocation précise l'ordre du jour. Elle comporte les documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour. En cas d'urgence, la transmission peut être effectuée au plus tard la veille du jour de la réunion.

Art. 12. Le Conseil stratégique délibère uniquement valablement si la majorité de ses membres avec voix délibérative est présente ou représentée.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, le Conseil stratégique délibère sous réserve d'une ratification formelle de ses décisions lors de la réunion suivante.

Art. 13. Le Conseil stratégique délibère collégialement selon la procédure du consensus.

Art. 14. Sans préjudice à l'article 11, les consultations du Conseil stratégique peuvent s'effectuer moyennant le recours aux technologies numériques et à la communication par voie électronique.

La délibération du Conseil stratégique est uniquement valable si la majorité de ses membres a fait parvenir son suffrage dans les formes et les délais requis visés à l'article 16.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

Toute décision prise conformément à la procédure visée à l'alinéa 1^{er} fait l'objet d'une ratification formelle lors de la réunion suivante au Conseil stratégique.

Art. 15. Les délibérations et les décisions du Conseil stratégique sont consignées dans un projet de procès-verbal.

Le procès-verbal est envoyé par voie électronique dans les cinq jours ouvrables à dater de la réunion aux membres du Conseil stratégique. Les membres du Conseil stratégique disposent de dix jours ouvrables pour faire part par écrit de leurs observations au président.

En l'absence de remarque à l'expiration de ce délai, le projet de procès-verbal est considéré comme approuvé et signé, éventuellement électroniquement, par le président.

Si, dans le délai imparti, un membre du Conseil stratégique a émis une observation, le projet de procès-verbal est soumis avec l'observation à la réunion suivante du Conseil stratégique, qui se prononce sur son approbation.

Une copie du procès-verbal approuvé est envoyée électroniquement aux membres du Conseil stratégique et du Staff de direction ainsi qu'au Ministre.

Les procès-verbaux approuvés sont repris dans un registre particulier géré par le secrétariat d'eWBS. Le registre peut être tenu sous format électronique.

Art. 16. Le Conseil stratégique arrête son règlement d'ordre intérieur.

Les modalités de la consultation visée à l'article 14 sont fixées dans ce règlement. Les modalités déterminent au moins les moyens de communication auxquels il est recouru pour consulter les membres, le contenu de la consultation, les voies par lesquelles les membres font part de leur suffrage quant à la proposition soumise et le délai endéans lequel celui-ci est obligatoirement émis.

Section 2. — Le staff de direction

Art. 17. § 1^{er}. Le staff de direction est composé :

1° du fonctionnaire dirigeant ou de la fonctionnaire dirigeante d'eWBS, désigné(e) en application de l'article 6 de l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

2° du responsable « production et gestion » désigné par les Gouvernements;

3° du responsable « mission conseil » désigné par les Gouvernements;

4° du responsable « partage de données et Banque-Carrefour d'Echange de données » désigné par les Gouvernements.

Si d'autres responsables de services sont désignés par les Gouvernements, ces derniers font également partie du Staff de direction.

§ 2. Sous la présidence du fonctionnaire dirigeant ou de la fonctionnaire dirigeante du service eWBS, le Staff de direction est chargé :

1° d'assurer la coordination de l'ensemble de l'activité du service eWBS et de gérer consciencieusement ses ressources;

2° d'exécuter les décisions du Conseil stratégique;

3° de mettre en œuvre le plan stratégique et le programme d'activités arrêtés par le Conseil stratégique et de faire semestriellement rapport au Conseil stratégique de l'état d'avancement de ceux-ci;

4° de rédiger un rapport annuel des activités du service eWBS ainsi que le tableau de bord visé à l'article 33;

5° de constater les droits au profit du service administratif à comptabilité autonome;

6° d'engager toute dépense à charge du budget du service eWBS pour autant que le montant de la dépense, hors taxe sur la valeur ajoutée, soit inférieur ou égal à 50.000 euros;

7° d'autoriser l'engagement de toute autre dépense à charge du budget du service eWBS pour autant que celle-ci soit préalablement autorisée, selon les cas, par le Ministre ou par le Conseil stratégique, conformément à l'article 40 du présent accord de coopération;

8° d'exécuter les marchés publics de fournitures ou de services;

9° de signer tout contrat ou convention permettant l'exécution des actes de la gestion journalière dont la valeur d'engagement, hors taxe sur la valeur ajoutée, soit inférieur ou égal à 50.000 euros;

10° de signer, après décision du Conseil stratégique, tout contrat relatif aux services rendus par le service eWBS à des tiers dans le cadre de ses missions.

Les actes posés par le Staff de direction dans le cadre de la gestion journalière sont portés à la connaissance du Conseil stratégique lors de sa réunion suivante.

§ 3. Le staff de direction établit un règlement d'ordre intérieur. Dans le respect du paragraphe 2, il peut déléguer l'exécution de certains actes relatifs à la gestion journalière directement au fonctionnaire général ou à la fonctionnaire générale du service eWBS.

Il ne peut siéger que si la majorité des membres au moins sont présents.

Les décisions du staff de direction sont prises, si possible, au consensus et, en cas de divergences de vues, à la majorité simple des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 18. Le fonctionnaire dirigeant ou la fonctionnaire dirigeante du service eWBS exécute seul(e) les décisions du staff de direction. En cas d'absence, il désigne le membre du Staff de direction qui aura délégation pour signer en son nom.

Le fonctionnaire dirigeant ou la fonctionnaire dirigeante du service eWBS est ordonnateur au sens de l'article 2, 6°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

Section 3. — Le trésorier

Art. 19. Le trésorier du service eWBS est désigné par le Ministre et est receveur du service eWBS.

Art. 20. Le trésorier est chargé :

- 1° de l'enregistrement des droits constatés et de l'exécution des paiements;
- 2° de la garde et du maniement des fonds et des valeurs;
- 3° de l'élaboration et de la garde des documents relatifs aux budgets et comptes, ainsi que de toute pièce justificative;
- 4° de la tenue de la comptabilité et de l'inventaire du patrimoine;
- 5° de l'enregistrement des recettes et des fonds de tiers visés à l'article 24.

CHAPITRE III. — Du budget

Art. 21. Le service eWBS établit annuellement un budget, selon les modalités fixées par la circulaire budgétaire, comportant les prévisions de toutes ses recettes et de toutes ses dépenses sans exception.

Par recette, il y a lieu d'entendre, notamment, les moyens budgétaires disponibles au début de l'année budgétaire, la dotation au service eWBS en provenance du budget de la Région ou de la Communauté française et les recettes propres du service.

Par dépense, il y a lieu d'entendre toute somme à payer à un tiers par le service eWBS.

Art. 22. La présentation du budget, ses classifications et le mode d'imputation des recettes et des dépenses sont arrêtés par les Gouvernements, sur proposition du Conseil stratégique.

Art. 23. Les recettes comportent le solde de l'année antérieure, la dotation de la Région wallonne et de la Communauté française et les recettes propres.

Art. 24. Le budget est établi par programme d'activités et par article de base.

Le budget du service eWBS distingue notamment les recettes suivantes :

- 1° la dotation de la Région wallonne établie sur la base du programme de travail du service;
- 2° la dotation de la Communauté française établie sur la base du programme de travail du service;
- 3° les fonds de tiers attribués au service pour l'exécution de plans d'actions ou de programmes particuliers.

Art. 25. Une nouvelle répartition de crédits entre articles de base au cours d'une année budgétaire est autorisée après accord du Ministre et du Ministre du Budget.

Art. 26. La proposition de budget pour l'année budgétaire suivant celle en cours (N+1) est établie sur la base d'une dotation calculée conformément aux instructions budgétaires de l'année budgétaire concernée (N).

La proposition est accompagnée d'une liste des initiatives et besoins nouveaux de l'année budgétaire suivante dont la couverture nécessite, selon le Conseil stratégique, une adaptation de la dotation du service eWBS. Cette liste est motivée et établie selon un ordre de priorités.

Art. 27. § 1^{er}. Au plus tard à la fin des travaux budgétaires, le Ministre communique au service eWBS le montant de la dotation telle qu'elle sera inscrite dans le projet de budget général des dépenses de la Région.

§ 2. Au plus tard quinze jours après la communication, le Conseil stratégique établit le budget initial de l'année budgétaire en cause.

§ 3. L'approbation du budget du service eWBS est acquise par la promulgation du décret contenant le budget général des dépenses. Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'année budgétaire, les dépenses de même nature que celles qui sont autorisées dans le budget précédent peuvent être effectuées dès le 1^{er} janvier.

CHAPITRE IV. — Des comptes

Art. 28. A l'issue de chaque année budgétaire, le service eWBS établit son compte de gestion.

Art. 29. A l'issue de chaque année budgétaire, le service eWBS établit un compte d'exécution du budget, un tableau récapitulatif de concordance, un état de l'inventaire du patrimoine pour les actifs fixes et un état de l'actif et du passif.

Art. 30. § 1^{er}. Au plus tard fin février de l'année suivante, les comptes d'exécution budgétaire de l'année précédente sont présentés au Conseil stratégique, qui les arrête et les communique au Ministre avec ses commentaires éventuels.

§ 2. Au plus tard le 15 mars, le Ministre approuve les comptes de l'année précédente et les transmet au Ministre du Budget en vue de leur expédition à la Cour des Comptes.

Art. 31. Les pièces justificatives relatives aux comptes sont conservées au sein du service eWBS.

Art. 32. Lors d'un changement de trésorier, pour quelque raison que ce soit, le trésorier sortant établit son compte de gestion tel que visé à l'article 28.

CHAPITRE V. — *De la gestion*

Art. 33. Le service eWBS établit un plan stratégique sur cinq ans de ses activités et le soumet pour approbation au Conseil stratégique.

Le plan stratégique décrit la manière dont le service eWBS s'engage, sous forme d'objectifs, à exécuter ses missions fixées par l'accord de coopération du 21 février 2013.

Le plan stratégique est aligné sur les objectifs des plans stratégiques du Service public de Wallonie et du Ministère de la Communauté française, pour autant que ceux-ci existent, ou, à tout le moins, avec les plans opérationnels des mandataires de ces institutions.

Le Gouvernement et le Conseil stratégique du service eWBS peuvent de commun accord à tout moment revoir le plan stratégique.

Art. 34. Le Staff de direction du service eWBS établit un tableau de bord permettant de suivre et d'apprécier l'évolution de sa gestion.

Le tableau de bord comprend une série d'indicateurs sur les réalisations du service eWBS, sur la gestion administrative et financière (dont les données budgétaires, comptables et relatives aux ressources humaines) et sur les résultats de ses activités (dont le taux de réalisation des objectifs définis dans le plan stratégique).

La composition du tableau de bord est fixée par le Conseil stratégique.

Le tableau de bord est actualisé à la date du 30 juin et 31 décembre de chaque année budgétaire. Le tableau de bord actualisé est transmis dans les dix jours ouvrables au Conseil stratégique, qui l'examine à sa plus prochaine réunion.

Art. 35. Le Conseil stratégique peut demander au fonctionnaire général du service eWBS de lui fournir tous les outils de gestion qui lui sembleront utiles pour sa mission.

Art. 36. Lors de chaque réunion du Conseil stratégique, le fonctionnaire général ou la fonctionnaire générale du service eWBS fournit outre le rapport visé à l'article 17, § 2, 3°, les documents suivants :

- 1° la liste des projets avec des tiers conclus ou en cours d'exécution;
- 2° l'inventaire des contrats et conventions de tous ordres qui sont passés ou conclus par le service eWBS.

Art. 37. La dotation annuelle est mise en liquidation en trois parties :

- 1° 50 pour cent avant la fin du deuxième mois de l'année budgétaire;
- 2° 25 pour cent avant la fin du sixième mois de l'année budgétaire;
- 3° 25 pour cent avant la fin de l'année budgétaire concernée.

Le versement de la troisième tranche de la dotation peut être revu à la baisse par les Gouvernements sur la base d'un état des opérations budgétaires déjà comptabilisées et d'une projection des opérations encore à réaliser durant l'année concernée.

Art. 38. § 1^{er}. Le service eWBS peut constituer un fonds de réserve, dont la hauteur peut être au moins égale à un pourcentage de la moyenne des dépenses de subsistance des trois années budgétaires précédentes. Le Ministre fixe ce pourcentage après accord du Ministre du Budget.

§ 2. Les moyens du fonds de réserve qui dépassent la hauteur minimale fixée en vertu du paragraphe 1^{er} peuvent être, à tout moment, affectés à une dépense spécifique par décision motivée du Conseil stratégique.

§ 3. Pour apurer un solde négatif imprévu existant à la fin d'une année budgétaire ou celui résultant de la gestion d'une activité particulière ou pour faire face à une dépense impérieuse, le Conseil stratégique peut proposer au Ministre l'utilisation de tout ou partie des moyens du fonds de réserve, moyennant la production simultanée d'un échéancier visant la reconstitution du fonds à sa hauteur minimale.

CHAPITRE VI. — *Des marchés publics*

Art. 39. Pour autant que le marché public de fournitures ou de services s'inscrive dans les limites des crédits ouverts à cette fin dans le budget de l'année budgétaire, le Conseil stratégique ou le Staff de direction est habilité à fixer le mode de passation du marché, à arrêter le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à initier la procédure et à attribuer le marché pour les besoins du service eWBS, à la condition que le montant estimé du marché, hors taxe sur la valeur ajoutée, soit inférieur ou égal à :

	Adjudication ouverte, appel d'offres ouvert, adjudication restreinte et appel d'offres restreint	Procédure négociée avec publicité préalable Procédure négociée directe avec publicité	Procédure négociée sans publicité
FOURNITURES			
Conseil stratégique	250.000 €	150.000 €	85.000 €
Staff de direction	100.000 €	80.000 €	50.000 €
SERVICES			
Conseil stratégique	250.000 €	150.000 €	85.000 €
Staff de direction	100.000 €	80.000 €	50.000 €

Art. 40. Après l'attribution d'un marché, le fonctionnaire général est chargé d'en assurer l'exécution.

Le fonctionnaire général ou la fonctionnaire générale informe le Conseil stratégique, dans le rapport visé à l'article 17, § 2, 3°, de la bonne exécution et de la clôture de chaque marché.

CHAPITRE VII. — *Du contrôle*

Art. 41. En application de l'article 51 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le contrôle administratif et budgétaire est rendu applicable au service eWBS. Il est exercé par l'Inspecteur des Finances désignés conjointement par les Gouvernements.

Art. 42. La Cour des Comptes contrôle les comptes du service eWBS.

La Cour des Comptes peut exercer son contrôle sur place et se faire transmettre, à tout moment, les pièces justificatives, relevés, états, informations ou précisions concernant les recettes, les dépenses et le patrimoine.

Titre II. — Modalités de transfert des membres du personnel du Commissariat EASI-WAL au service eWBS

Art. 43. § 1^{er}. Les membres du personnel d'EASI-WAL sont invités par courrier adressé par le Ministre, par recommandé ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi, à déterminer, dans les trente jours calendrier, s'ils optent :

- 1° pour un transfert au sein d'eWBS;
- 2° pour un transfert au sein du Service public de Wallonie ou au sein d'un organisme d'intérêt public de la Région wallonne;
- 3° le cas échéant, la réintégration de leur service d'origine pour les membres du personnel mis à disposition du Commissariat ou en congé pour mission au sein du Commissariat.

A défaut de réponse dans le délai fixé, les membres du personnel sont supposés opter pour un transfert au sein d'eWBS.

§ 2. A la date déterminée par le Gouvernement wallon :

- a) les membres du personnel qui ont opté pour un transfert au sein d'eWBS y sont transférés d'office;
- b) les membres du personnel qui ont opté pour un transfert au sein du Service public de Wallonie ou au sein d'un organisme d'intérêt public de la Région wallonne y sont transférés d'office sur des emplois disponibles;
- c) il est mis fin à la mise à disposition ou au congé pour mission pour les membres du personnel et qui ont opté pour une réintégration de leur service d'origine.

§ 3. Pour les membres du personnel visés au paragraphe 2, a), bénéficiant d'un contrat de travail pour mission nettement définie ou d'un contrat de travail à durée déterminée, leurs contrats deviennent des contrats à durée indéterminée conformément aux dispositions prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel. Les droits acquis dans le cadre du contrat de travail initial seront maintenus.

Pour les membres du personnel visés au paragraphe 2, b), le secrétaire général du Service public de Wallonie veille, dans la mesure du possible, à assurer une adéquation entre les compétences de la personne à transférer et les nouvelles missions qui sont confiées à la personne au sein du Service public de Wallonie ou au sein d'un organisme d'intérêt public de la Région wallonne. Le cas échéant, plusieurs emplois disponibles, dont au moins un ayant une résidence administrative à Namur, peuvent être suggérés à la personne à transférer.

Art. 44. Les transferts ou réintégration ne constituent pas de nouvelles nominations.

Titre III. — Modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Communauté française au service eWBS**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales**

Art. 45. Le présent titre est applicable aux premiers emplois à pourvoir au sein d'eWBS, par transfert du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française à eWBS.

CHAPITRE II. — Des modalités de transfert du personnel des services de la Communauté française à eWBS

Section 1^{re}. — Du transfert du personnel des services de la Communauté française déjà engagé ou recruté spécifiquement pour la simplification administrative ou l'administration électronique

Art. 46. § 1^{er}. Les membres du personnel déjà engagés ou recrutés spécifiquement pour la simplification administrative ou l'administration électronique au sein du Ministère de la Communauté française sont invités par courrier adressé par le Ministre, par courrier recommandé ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi, à déterminer, dans les 30 jours calendrier, s'ils optent :

- pour un transfert au sein d'eWBS;
- pour une affectation sur un autre poste au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII.

A défaut de réponse dans le délai fixé, les membres du personnel sont supposés opter pour un transfert au sein d'eWBS.

§ 2. A la date déterminée par le Gouvernement de la Communauté française :

- a) les membres du personnel qui auront opté pour un transfert au sein d'eWBS y sont transférés d'office;
- b) les membres du personnel qui auront opté pour une affectation sur un autre poste au sein du Ministère de la Communauté française y sont transférés d'office sur des emplois disponibles.

§ 3. Pour les membres du personnel visés au § 2, a), bénéficiant d'un contrat de travail, un nouveau contrat de travail sera signé avec ces derniers. Les droits acquis dans le cadre du contrat de travail initial seront maintenus.

Pour les membres du personnel visés au § 2, b), le secrétaire général du Ministère de la Communauté française veillera, dans la mesure du possible, à assurer une adéquation entre les compétences de la personne à affecter et les nouvelles missions qui seront confiées à la personne au sein du Ministère. Le cas échéant, plusieurs emplois disponibles, dont au moins un ayant une résidence administrative à Bruxelles, pourront être suggérés à la personne à transférer.

Art. 47. Le transfert emporte le passage d'un emploi du cadre du Ministère de la Communauté française vers un emploi du cadre d'eWBS.

Il ne constitue pas, pour les agents ainsi transférés, de nouvelles nominations ni des transferts au sens du statut du personnel.

Les situations administrative et pécuniaire acquises par les agents ou les membres du personnel contractuel au moment de leur transfert sont réputées avoir été acquises au sein d'eWBS.

Section 2 — Du transfert d'autres membres du personnel des services de la Communauté française à eWBS

Art. 48. Tout emploi à pourvoir en application de la présente section fait l'objet d'un profil de fonction validé par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Conseil stratégique d'eWBS.

Les profils de fonction compléteront les profils de fonction des personnes transférées à eWBS en application de l'article 46.

Le Ministre est chargé de la mise en œuvre de toute procédure de sélection découlant de l'application du présent accord.

Art. 49. § 1^{er}. Les agents qui à la date d'entrée en vigueur du présent accord sont occupés dans un emploi du Ministère de la Communauté française autre que celui visé à l'article 46 peuvent être transférés sur base volontaire à eWBS selon les modalités fixées par le présent chapitre.

§ 2. Les membres du personnel contractuel occupés au sein des mêmes services peuvent demander leur transfert au sein d'eWBS.

La demande est soumise aux dispositions du présent chapitre.

En cas de transfert au sein d'eWBS, les personnes visées à l'alinéa 1^{er} signent un nouveau contrat de travail.

Art. 50. Dans les limites du cadre fixé pour eWBS et compte tenu du nombre d'agents transférés dans le cadre de la procédure prévue à la section 1^{re}, les Gouvernements déterminent le nombre d'emplois, répartis par profils de fonction, pouvant être pourvus par transfert au sein d'eWBS.

Il lance par publication au *Moniteur belge* un appel aux membres du personnel visés à l'article 48. Une diffusion interne de l'appel au sein des services du Gouvernement de la Communauté française est également organisée. L'appel n'est pas organisé durant les mois de juillet et août.

Si les profils de fonction publiés au *Moniteur belge* constituent une synthèse de profils de fonction plus détaillés, l'appel au *Moniteur belge* indique l'adresse du site informatique sur lequel ces profils de fonction peuvent être consultés et le service administratif auprès duquel la copie, sur support papier, desdits profils peut être obtenue.

Art. 51. Toute candidature à un emploi doit être motivée eu égard au profil de fonction qui y correspond et être notifiée par recommandé à la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique du Ministère de la Communauté française dans les quinze jours ouvrables qui suivent l'appel aux candidats.

Par décision motivée, les Gouvernements désignent ceux des candidats qui sont volontairement transférés à eWBS. Ils peuvent également décider, in fine, de ne pas transférer de personnel.

Préalablement à cette désignation, ils confient à une Commission composée de quatre membres au moins dont un représentant du secrétaire général du Service public de Wallonie et un représentant du secrétaire général du Ministère de la Communauté française, du fonctionnaire général d'eWBS et d'un expert en matière de Fonction publique, choisi parmi les membres du personnel des services de la Communauté française, la mission de remettre un avis sur les candidats à chaque emploi ouvert au transfert.

La Commission visée à l'alinéa précédent procède nécessairement à l'audition préalable des candidats qui en vertu de leur curriculum vitae répondent aux critères de sélection déterminés préalablement.

Art. 52. Le transfert emporte le passage d'un emploi du cadre du Ministère de la Communauté française vers un emploi du cadre d'eWBS.

Il ne constitue pas, pour les agents ainsi transférés, de nouvelles nominations ni des transferts au sens du statut du personnel.

Les situations administrative et pécuniaire acquises par les agents ou les membres du personnel contractuel au moment de leur transfert sont réputées avoir été acquises au sein d'eWBS.

Art. 53. Les Gouvernements arrêtent la date à laquelle la procédure de transfert visée par le présent chapitre est terminée.

CHAPITRE III. — Autre modalité

Art. 54. En complément des dispositions visées ci-avant dans le présent titre, les agents visés à l'article 45 peuvent, eu égard à la nécessaire continuité de service que doit assurer le service eWBS compte tenu de ses missions, être mis d'office en congé pour l'exercice d'une mission au sein du service eWBS conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 juin 2004 du Gouvernement de la Communauté française relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII.

Titre IV. — Dispositions générales, modificatives et finales

Art. 55. Le premier plan stratégique sur cinq ans visé à l'article 33 est établi pour le 1^{er} janvier 2016.

Dans l'intervalle, un plan stratégique d'une durée plus courte sera arrêté par le Gouvernement.

Art. 56. § 1^{er}. Dans l'article 334 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et du 20 septembre 2012, il est inséré un paragraphe 1^{er}/1, rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. Le fonctionnaire dirigeant ou la fonctionnaire dirigeante du service e-Wallonie-Bruxelles Simplification visé par l'accord du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé, est évalué par un collège composé :

- 1° du Ministre de la Fonction publique ou de son délégué, qui préside;
- 2° du ou des Ministres fonctionnels concernés ou de leur délégué;
- 3° du secrétaire général du Service public de Wallonie;
- 4° du secrétaire général du Ministère de la Communauté française. »

§ 2. Dans l'article 334, § 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° le secrétaire général du Service public de Wallonie et le secrétaire général du Ministère de la Communauté française. »

Art. 57. L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 relatif au Commissariat wallon E-Administration-Simplification, en abrégé « EASI-WAL » est abrogé.

Art. 58. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} mars 2014.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° les articles 19 à 32, 37, 38 et 42 produisent leurs effets à la date de la désignation du service e-Wallonie-Bruxelles Simplification en service administratif à comptabilité autonome;

2° l'article 57 entre en vigueur le 31 décembre 2014.

Par ailleurs, les articles 43 à 47 du présent accord de coopération s'appliquent également aux engagements au sein du Commissariat EASI-WAL ou du Ministère de la Communauté française en cours ou organisés entre la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération et le 31 mai 2014.

Art. 59. Entrent en vigueur le 1^{er} mars 2014 :

- le décret de la Région wallonne du 13 juin 2013 portant assentiment l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de simplification administrative et d'administration électronique et organisant un réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

- le décret de la Région wallonne du 13 juin 2013 portant assentiment pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution à l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de simplification administrative et d'administration électronique et organisant un réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

- le décret de la Communauté française du 6 juin 2013 portant assentiment l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de simplification administrative et d'administration électronique et organisant un réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé.

Art. 60. Les Ministres sont chargés de l'exécution du présent accord de coopération.

Namur, le 13 février 2014.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202494]

13. FEBRUAR 2014 — Zusammenarbeitsabkommen zur Regelung der Organisation und der Arbeitsweise der Dienststelle "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (abgekürzt "eWBS") und zur Bestimmung der Modalitäten für die Übertragung auf die eWBS-Dienststelle von Mitarbeitern des Kommissariats EASI-WAL und des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft

Aufgrund der Artikel 1, 2, 33, 38 und 39 sowie des Kapitels IV, Abschnitte I und II des Titels III der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1988 über institutionelle Reformen in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen und das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 und 87;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft zur Organisierung eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. März 2013 zur Festlegung des Stellenplans des Personals von "e-Wallonie-Bruxelles Simplification", abgekürzt "eWBS" und des organisatorischen Pools der "Banque-Carrefour d'Echange de Données" (BCED) (Zentralen Datenbank für den Datenaustausch);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 über das "Commissariat wallon E-Administration-Simplification" (wallonisches Kommissariat E-Verwaltung-Vereinfachung), abgekürzt "EASI-WALL";

Aufgrund der am 8. Mai 2013 und am 10. Juni 2013 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. Juni 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 13. Februar 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund der innerhalb des Sektorenausschusses XVI abgeschlossenen Vereinbarungsprotokolle Nrn. 612 und 613 vom 12. Juli 2013;

Aufgrund des innerhalb des Sektorenausschusses XVII abgeschlossenen Vereinbarungsprotokolls Nr. 424 vom 12. Juli 2013;

Aufgrund der am 25. und am 30. September 2013 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Ziffer 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachten Nrn. 54.052/2, 54.053/2 und 54.071 des Staatsrats;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 13. Februar 2014;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung,
 Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung,
 Haben Folgendes vereinbart:

Titel I — Organisation und Arbeitsweise der Dienststelle "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (abgekürzt "eWBS")

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Abkommens gelten folgende Definitionen:

1° "Minister": die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereichen die administrative Vereinfachung und die e-Regierung gehören,

2° "eWBS": die Dienststelle "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft zur Organisierung eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS";

3° "Kommissariat": das durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 gegründete wallonische Kommissariat e-Verwaltung-Vereinfachung ("Commissariat wallon e-Administration-Simplification", abgekürzt "EASI-WAL");

4° "Mitarbeiter von EASI-WAL": ein Bediensteter oder eine Person, der/die im Rahmen eines Arbeitsvertrags eingestellt und dem Kommissariat zugewiesen, ihm zur Verfügung gestellt oder wegen eines Sonderauftrags innerhalb des Kommissariats beurlaubt wird;

5° "die Regierungen": die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft.

Art. 2 - Der Öffentliche Dienst der Wallonie und das Ministerium der Französischen Gemeinschaft sorgen für die Unterbringung der eWBS-Dienststelle und stellen nach den vom Strategierat festgelegten Modalitäten die Infrastruktur, die für ihre Arbeitsweise erforderlich ist, kostenfrei zu ihrer Verfügung.

Art. 3 - Dem Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft obliegt im gegenseitigen Einvernehmen mit dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und unter der gemeinsamen Aufsicht der Regierungen die Oberleitung der eWBS-Dienststelle nach den Modalitäten, die durch dieses Abkommen bestimmt werden.

Auf Vorschlag des Vorsitzenden des Strategierats legt der Minister die zulässigen Übertragungen von Zuständigkeiten und Zeichnungsbefugnissen auf Verwaltungsorgane und eWBS-Mitarbeiter fest, die nicht im vorliegenden Abkommen vorgesehen sind. In Bezug auf ihren Umfang in den jeweiligen betroffenen Zuständigkeitsbereichen dürfen diese Befugnisübertragungen die Grenzen nicht überschreiten, die durch die Vollmachten festgelegt sind, die dem Ministerium der Französischen Gemeinschaft oder dem Öffentlichen Dienst der Wallonie erteilt werden.

KAPITEL II — Organe zur Verwaltung der eWBS-Dienststelle

Abschnitt 1 — Der Strategierat

Unterabschnitt 1 — Zuständigkeiten

Art. 4 - Der Strategierat wird damit beauftragt,

1° den strategischen Plan für die Tätigkeiten der eWBS-Dienststelle gemäß Artikel 33 den Regierungen zur Genehmigung zu unterbreiten,

2° den Haushaltsplan eines Geschäftsjahres unter Einhaltung des durch das Haushaltsrundsreiben festgelegten Zeitplans zu verabschieden und ihn ggf. während des Geschäftsjahres anzupassen,

3° die Übersichtstabelle gemäß Artikel 34 zu erstellen und regelmäßig zu überprüfen,

4° den jährlichen Tätigkeitsbericht zu erstellen und ihm zuzustimmen,

5° die Abrechnung des abgelaufenen Jahres zu erstellen,

6° den Regierungen das Entgelt für die außerhalb der Dienststellen der Regierung erbrachten Dienstleistungen der eWBS-Dienststelle vorzuschlagen,

7° den öffentlichen Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen im Rahmen des Artikels 39 zuzustimmen,

8° den Regierungen den Anwerbungsplan für das statutarische Personal im Rahmen der verfügbaren Arbeitsstellen im Stellenplan der eWBS-Dienststelle vorzulegen,

9° unter Berücksichtigung des Stellenplans die Einstellung von Vertragspersonal, das zu Lasten der im Haushalt der eWBS-Dienststelle eingetragenen Mittel entlohnt wird, den Regierungen unter Beachtung der durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft zur Organisierung eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS" festgelegten Regeln sowie der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder vorgesehenen Bestimmungen vorzuschlagen,

10° die Ressourcen und das Vermögen der eWBS-Dienststelle gewissenhaft zu verwalten,

11° jede beliebige Verwaltungsmaßnahme zu treffen, die nicht zur täglichen Geschäftsführung gehört.

Unterabschnitt 2 — Zusammensetzung

Art. 5 - Der Strategierat setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

1° dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie,

2° dem Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft,

3° dem bzw. der in Anwendung von Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft zur Organisierung eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS" bezeichneten leitenden Beamten bzw. leitenden Beamtin von eWBS.

Diese Mitglieder haben eine beschließende Stimme.

Der Strategierat kann andere Bevollmächtigte je nach seinen eigenen Bedürfnissen oder je nach deren Interesse an seinen Beratungen beteiligen.

Der Strategierat nimmt ebenfalls privilegierte Beziehungen zu den Bevollmächtigten auf, die für die in der Wallonischen Region und in der Französischen Gemeinschaft zuständigen Dienststellen für verwaltungsbezogene Datenverarbeitung verantwortlich sind.

Art. 6 - Die in Artikel 17 genannten sonstigen Mitglieder der Direktion der eWBS-Dienststelle nehmen an den Sitzungen des Strategierats teil und haben dabei eine beratende Stimme.

Art. 7 - Die Beteiligung am Strategierat wird nicht vergütet.

Art. 8 - Der Strategierat kann eine jede Person aufgrund ihrer Erfahrung in den behandelten Sachgebieten zur Teilnahme an seinen Aktivitäten heranziehen. In diesem Fall hat diese Person eine beratende Stimme.

Unterabschnitt 3 — Arbeitsweise

Art. 9 - Den Vorsitz des Strategierats führen der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft abwechselnd, d.h. jeweils alle zwei Kalenderjahre.

Der Generalsekretär, der nicht der Vorsitzende ist, ist während des Jahres, in dem der andere Generalsekretär den Vorsitz führt, stellvertretender Vorsitzender.

Die Sekretariatsaufgaben des Strategierats werden von einem Mitarbeiter der eWBS-Dienststelle übernommen.

Art. 10 - Der Vorsitzende des Strategierats - oder, in dessen Abwesenheit, der stellvertretende Vorsitzende - leitet die Diskussionen.

Art. 11 - Der Strategierat tritt wenigstens dreimal im Jahr zu einer Sitzung zusammen.

Spätestens fünf Werktage vor der Sitzung beruft der Vorsitzende die Mitglieder des Strategierats per Post oder per E-Mail ein.

In der Einberufung wird die Tagesordnung angegeben. Die Unterlagen betreffend die verschiedenen Tagesordnungspunkte werden der Einberufung beigelegt. Im Dringlichkeitsfall darf die Mitteilung spätestens am Tag vor dem Sitzungstag erfolgen.

Art. 12 - Der Strategierat ist nur dann beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Mitglieder mit beschließender Stimme anwesend oder vertreten sind.

Ist der Anteil gemäß Absatz 1 nicht anwesend bzw. vertreten, so ist der Strategierat unter Vorbehalt einer förmlichen Ratifizierung seiner Beschlüsse bei der nächsten Sitzung beschlussfähig.

Art. 13 - Der Strategierat berät kollegial und nach dem Konsensverfahren.

Art. 14 - Unbeschadet von Artikel 11 kann der Strategierat unter Verwendung digitaler Technologien und elektronischer Kommunikationswege seine Mitglieder zu einer Sitzung einberufen.

Die Beschlussfassung des Strategierats ist nur dann gültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder ihre Stimmen form- und fristgerecht nach Artikel 16 abgegeben haben.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Jeder Beschluss, der nach dem Verfahren gemäß Absatz 1 gefasst wird, ist Gegenstand einer förmlichen Ratifizierung in der nächsten Sitzung des Strategierats.

Art. 15 - Die Beratungen und Beschlüsse des Strategierats werden in einem Protokollentwurf festgehalten.

Das Protokoll wird binnen fünf Werktagen nach der Sitzung den Mitgliedern des Strategierats auf elektronischem Wege übermittelt. Die Mitglieder des Strategierats verfügen über eine Frist von zehn Werktagen, um ihre Anmerkungen dem Vorsitzenden schriftlich mitzuteilen.

Wenn nach Ablauf dieser Frist keine Anmerkungen eingegangen sind, gilt der Protokollentwurf als angenommen und wird vom Vorsitzenden - ggf. elektronisch - unterzeichnet.

Falls ein Mitglied des Strategierats einen Einwand innerhalb der eingeräumten Frist vorgebracht hat, wird während der nächsten Sitzung des Strategierats auf den Protokollentwurf zusammen mit dieser Bemerkung erneut eingegangen, und fasst der Rat anschließend seinen Beschluss zu dessen (Nicht)Annahme.

Eine Kopie des bestätigten Protokolls wird auf elektronischem Wege den Mitgliedern des Strategierats und der Direktion sowie dem Minister gesandt.

Die angenommenen Protokolle werden in ein Sonderregister aufgenommen, das vom eWBS-Sekretariat geführt wird. Das Register kann in elektronischem Format geführt werden.

Art. 16 - Der Strategierat bestimmt seine eigene Geschäftsordnung.

Darin wird das Verfahren zur Konsultation gemäß Artikel 14 festgelegt. Das Verfahren bestimmt mindestens die Kommunikationsmittel, um die Mitglieder zu konsultieren, den Inhalt der Konsultation, die Wege, auf denen die Mitglieder ihre Stimme zum betreffenden Vorschlag abgeben können, und die Frist, innerhalb deren dies obligatorisch geschehen soll.

Abschnitt 2 — Mitglieder der Direktion

Art. 17 - § 1. Die Direktion der eWBS-Dienststelle setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

1° dem bzw. der in Anwendung von Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft zur Organisierung eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS" bezeichneten leitenden Beamten bzw. leitenden Beamtin von eWBS,

2° dem von den Regierungen bezeichneten Verantwortlichen für "Produktion und Verwaltung",

3° dem von den Regierungen bezeichneten Verantwortlichen für "Beratungsaufgaben",

4° dem von den Regierungen bezeichneten Verantwortlichen für "gemeinsame Nutzung von Daten und Zentrale Datenbank für den Datenaustausch".

Wenn noch andere Dienstverantwortliche von den Regierungen bezeichnet werden, werden sie ebenfalls zu Mitgliedern der Direktion.

§ 2. Unter dem Vorsitz des leitenden Beamten bzw. der leitenden Beamtin der eWBS-Dienststelle haben die Mitglieder der Direktion folgende Aufgaben:

1° die Koordinierung sämtlicher Tätigkeiten der eWBS-Dienststelle und die gewissenhafte Verwaltung ihrer Mittel,

2° die Ausführung der Beschlüsse des Strategierats,

3° die Umsetzung des strategischen Plans und des Tätigkeitsprogramms, die vom Strategierat festgesetzt werden, und Letzterem über den jeweiligen Durchführungsstand halbjährlich Bericht zu erstatten,

4° die Abfassung eines Jahresberichts über die Tätigkeiten der eWBS-Dienststelle und die Erstellung der Übersichtstabelle nach Artikel 33,

5° die Feststellung der Forderungen zugunsten der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung,

6° die Tätigkeit jeglicher Ausgabe zu Lasten des Haushalts der eWBS-Dienststelle, sofern sie höchstens 50.000 Euro abzüglich Mehrwertsteuer beträgt,

7° die Genehmigung jeglicher sonstigen Tätigkeit einer Ausgabe zu Lasten des Haushalts der eWBS-Dienststelle, sofern diese vorher vom Minister oder vom Strategierat - je nach Fall - gemäß Artikel 40 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erlaubt worden ist,

8° die Durchführung der öffentlichen Liefer- oder Dienstleistungsaufträge,

9° die Unterzeichnung jeglichen Vertrags oder jeglicher Vereinbarung, der/die die Tagesgeschäftsvorgänge mit Obligowert von höchstens 50.000 Euro abzüglich Mehrwertsteuer ermöglichen soll,

10° die Unterzeichnung, nach Beschlussfassung des Strategierats, jeglichen Vertrags bezüglich der Dienstleistungen zugunsten Dritter, die die eWBS-Dienststelle im Rahmen ihres Auftrags erbringt.

Die von den Mitgliedern der Direktion durchgeführten Tagesgeschäftsvorgänge werden dem Strategierat während seiner nächsten Sitzung zur Kenntnis gebracht.

§ 3. Die Mitglieder der Direktion bestimmen ihre eigene Geschäftsordnung. Unter Einhaltung von § 2 können sie bestimmte Tagesgeschäftsvorgänge unmittelbar dem Generalbeamten bzw. der Generalbeamtin der eWBS-Dienststelle übertragen.

Die Direktion darf nur dann tagen, wenn mindestens die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend sind.

Die Beschlüsse der Direktion werden wenn möglich im Konsens gefasst und im Falle von Meinungsverschiedenheiten mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 18 - Nur der leitende Beamte bzw. die leitende Beamtin der eWBS-Dienststelle ist befugt, die Beschlüsse der Direktion auszuführen. Im Falle seiner bzw. ihrer Abwesenheit bezeichnet er/sie das dazu bevollmächtigte Mitglied der Direktion, in seinem/ihrem Namen zu unterzeichnen.

Der leitende Beamte bzw. die leitende Beamtin der eWBS-Dienststelle ist Anweisungsbefugte(r) im Sinne von Artikel 2, Ziffer 6° des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung.

Abschnitt 3 — Der Kassenführer

Art. 19 - Der Kassenführer der eWBS-Dienststelle wird vom Minister bezeichnet und ist zugleich der Einnehmer der eWBS-Dienststelle

Art. 20 - Der Kassenführer wird mit

1° der Erfassung festgestellter Forderungen und der Leistung von Zahlungen,

2° der Verwahrung und der Handhabung der Barmittel und der Werte,

3° der Erstellung und der Aufbewahrung der Dokumente in Bezug auf die Haushalte und auf die Buchführung sowie jeglichen Belegs,

4° der Buchhaltung und der Führung des Vermögensverzeichnisses,

5° der Erfassung von Einnahmen und Fremdmitteln gemäß Artikel 24 beauftragt.

KAPITEL III — Haushalt

Art. 21 - Jährlich stellt die eWBS-Dienststelle einen Haushaltsplan nach den durch Haushaltsrundschriften festgelegten Modalitäten auf, der Prognosen für alle ihre Einnahmen und Ausgaben enthält, ohne Ausnahme.

Unter "Einnahmen" sind u.a. die zu Beginn des Haushaltsjahres verfügbaren Haushaltsmittel, die Mittelzuführung an die eWBS-Dienststelle aus dem Haushalt der Region oder der Französischen Gemeinschaft und die eigenen Einnahmen der Dienststelle zu verstehen.

Unter "Ausgaben" ist jede Summe zu verstehen, die die eWBS-Dienststelle einem Dritten zu zahlen hat.

Art. 22 - Die Darstellungsweise des Haushalts, seine Klassifizierungen und die Anrechnungsweise der Einnahmen und Ausgaben werden auf Vorschlag des Strategierats von den Regierungen festgelegt.

Art. 23 - Unter den Einnahmen werden der Saldo des vorhergehenden Jahres, die Mittelzuführung von der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft und die eigenen Einnahmen angeführt.

Art. 24 - Der Haushaltsplan wird je Tätigkeitsprogramm und je Basiszuwendung aufgestellt.

Im Haushaltsplan der eWBS-Dienststelle wird insbesondere zwischen folgenden Einnahmen unterschieden:

1° die Mittelzuführung von der Wallonischen Region, die auf der Grundlage des Arbeitsprogramms der Dienststelle festgelegt wird,

2° die Mittelzuführung von der Französischen Gemeinschaft, die auf der Grundlage des Arbeitsprogramms der Dienststelle festgelegt wird,

3° die Fremdmittel, die der Dienststelle zwecks Ausführung von Aktionsplänen oder besonderen Programmen gewährt werden.

Art. 25 - Eine neue Verteilung von Mitteln unter die Basiszuwendungen während eines laufenden Haushaltsjahres ist nach Einwilligung des Ministers und des Ministers für Haushalt zulässig.

Art. 26 - Der Haushaltsplanentwurf für das Haushaltsjahr nach dem laufenden Haushaltsjahr (N+1) wird auf der Grundlage einer Mittelzuführung erarbeitet, die gemäß den Anweisungen zur Haushaltsführung für das betreffende Jahr (N) berechnet wird.

Dem Entwurf wird eine Liste der Initiativen und neuen Bedürfnisse für das nächste Haushaltsjahr beigefügt, deren Deckung dem Strategierat zufolge eine Anpassung der Mittelzuführung an die eWBS-Dienststelle erfordert. Diese Liste wird mit Gründen versehen und nach einer Rangordnung der Prioritäten erstellt.

Art. 27 - § 1. Spätestens nach Abschluss der Arbeit am Haushaltsplan teilt der Minister der eWBS-Dienststelle den Betrag der Mittelzuführung mit, so wie sie in den Entwurf des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region eingetragen werden soll.

§ 2. Spätestens fünfzehn Tage nach dieser Mitteilung stellt der Strategierat den ursprünglichen Haushaltsplan für das betreffende Haushaltsjahr auf.

§ 3. Die Zustimmung zum Haushaltsplan der eWBS-Dienststelle erfolgt durch die Verkündung des Dekrets zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans. Wird dem Haushaltsplan vor Beginn des Haushaltsjahres nicht zugestimmt, so dürfen trotzdem die gleichartigen Ausgaben wie diejenigen, die im vorigen Haushaltsplan genehmigt worden waren, ab dem 1. Januar getätigt werden.

KAPITEL IV — *Abrechnung*

Art. 28 - Nach Ablauf eines jeden Haushaltsjahres erstellt die eWBS-Dienststelle ihre Geschäftsführungsrechnung.

Art. 29 - Nach Ablauf eines jeden Haushaltsjahres erstellt die eWBS-Dienststelle die Rechnung zur Ausführung des Haushalts, eine zusammenfassende Konkordanztabelle, eine Übersicht des Vermögensverzeichnisses für das Anlagevermögen und eine Übersicht der Aktiva und Passiva.

Art. 30 - § 1. Spätestens Ende Februar des folgenden Jahres wird die Rechnung zur Ausführung des Haushalts für das vorangegangene Jahr dem Strategierat vorgelegt, der sie verabschiedet und an den Minister zusammen mit seinen etwaigen Kommentaren weiterleitet.

§ 2. Spätestens am 15. März heißt der Minister die Abrechnungen des vorhergehenden Jahres gut und übermittelt sie dem Minister für Haushalt zwecks Versands an den Rechnungshof.

Art. 31 - Die mit den Anrechnungen zusammenhängenden Belege werden innerhalb der eWBS-Dienststelle aufbewahrt.

Art. 32 - Bei einem Wechsel des Kassenführers aus irgendeinem Grund erstellt der scheidende Kassenführer seine Geschäftsführungsrechnung gemäß Artikel 28.

KAPITEL V — *Geschäftsführung*

Art. 33 - Die eWBS-Dienststelle entwickelt einen auf fünf Jahre ausgelegten strategischen Plan für ihre Tätigkeiten und unterbreitet ihn dem Strategierat zur Billigung.

Im strategischen Plan wird die Art und Weise dargelegt, in der die eWBS-Dienststelle sich in Form von Zielsetzungen zur Erfüllung ihrer durch Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Februar 2013 festgelegten Aufgaben verpflichtet.

Der strategische Plan ist nach den Zielen der strategischen Pläne des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft, sofern vorhanden, oder zumindest nach den operativen Plänen der Bevollmächtigten dieser Einrichtungen ausgerichtet.

Die Regierung und der Strategierat der eWBS-Dienststelle sind befugt, jederzeit im gegenseitigen Einvernehmen den Strategieplan zu überarbeiten.

Art. 34 - Die Direktion der eWBS-Dienststelle stellt eine Übersichtstabelle auf, die es ermöglicht, die Entwicklung ihrer Geschäftsführung zu verfolgen und zu bewerten.

Die Übersichtstabelle enthält eine Reihe von Indikatoren über die Leistungen der eWBS-Dienststelle, die administrative und die Finanzverwaltung (worunter Haushalts-, Buchführungs- und Personaldaten), und die Ergebnisse ihrer Tätigkeiten (worunter den Erfüllungsgrad der Zielsetzungen des strategischen Plans).

Die Gestaltung der Übersichtstabelle wird vom Strategierat bestimmt.

Die Übersichtstabelle wird am 30. Juni und am 31. Dezember eines jeden Haushaltsjahres aktualisiert. Die aktualisierte Übersichtstabelle wird binnen zehn Werktagen dem Strategierat übermittelt, der sie in seiner nächsten Sitzung überprüft.

Art. 35 - Der Strategierat kann vom Generalbeamten der eWBS-Dienststelle alle Führungsinstrumente verlangen, die er zur Erfüllung seiner Aufgaben für nützlich hält.

Art. 36 - Während einer jeden Sitzung des Strategierats legt der Generalbeamte bzw. die Generalbeamtin der eWBS-Dienststelle neben dem in Artikel 17, § 2, Ziffer 3^o genannten Bericht auch folgende Dokumente vor:

1^o die Liste der abgeschlossenen oder derzeit durchgeführten Projekte mit Dritten,

2^o das Verzeichnis der von der eWBS-Dienststelle geschlossenen Verträge und getroffenen Vereinbarungen jeglicher Art.

Art. 37 - Die jährliche Mittelzuführung erfolgt in drei Auszahlungsraten:

1^o 50 % vor Ende des zweiten Monats des Haushaltsjahres,

2^o 25 % vor Ende des sechsten Monats des Haushaltsjahres,

3^o 25 % vor Ende des betreffenden Haushaltsjahres.

Die dritte Zahlungsrate der Mittelzuführung kann aufgrund einer Übersicht der bereits angerechneten Haushaltsvorgänge und einer Vorausschätzung der während des betreffenden Jahres noch durchzuführenden Vorgänge von den Regierungen gesenkt werden.

Art. 38 - § 1. Die eWBS-Dienststelle darf einen Rücklagenfonds in Höhe von mindestens einem Prozent des durchschnittlichen Betrags der Unterhaltsausgaben in den vorausgehenden drei Haushaltsjahren bilden. Der Minister legt diesen Prozentanteil nach Zustimmung des Ministers für Haushalt fest.

§ 2. Die Rücklagenmittel, die den kraft § 1 festgelegten Mindestbetrag überschreiten, können jederzeit durch begründeten Beschluss des Strategierats einer bestimmten Ausgabe zugewiesen werden.

§ 3 Unter Vorbehalt der gleichzeitigen Vorlage eines Fälligkeitsplans zur Wiederherstellung der Rücklagen auf ihren Mindestbetrag kann der Strategierat die Verwendung aller Mittel aus den Rücklagen oder eines Teils davon dem Minister vorschlagen, um einen unvorhergesehenen Negativsaldo am Ende eines Haushaltsjahres oder als Ergebnis der Geschäftsführung für eine bestimmte Tätigkeit auszugleichen, oder um eine zwingende Ausgabe leisten zu können.

KAPITEL VI — Öffentliche Aufträge

Art. 39 - Soweit der öffentliche Liefer- bzw. Dienstleistungsauftrag im Rahmen der zu diesem Zweck bereitgestellten Haushaltsmittel erteilt wird, ist der Strategierat oder die Direktion dazu befugt, das Vergabeverfahren für den Auftrag sowie das Sonderlastenheft oder die gleichwertigen Dokumente festzulegen, das Verfahren einzuleiten und den Auftrag aus Dienstgründen für die eWBS-Dienststelle zu vergeben, vorausgesetzt, dass der Betrag des öffentlichen Auftrags abzüglich Mehrwertsteuer höchstens Folgendem entspricht:

	Offene Ausschreibung, offener Angebotsaufruf, beschränkte Ausschreibung und beschränkter Angebotsaufruf	Verhandlungsverfahren mit vorheriger Bekanntmachung Direktes Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung
LIEFERUNGEN			
Strategierat	250.000 €	150.000 €	85.000 €
Direktion	100.000 €	80.000 €	50.000 €
DIENSTLEISTUNGEN			
Strategierat	250.000 €	150.000 €	85.000 €
Direktion	100.000 €	80.000 €	50.000 €

Art. 40 - Nach Vergabe eines Auftrags hat der Generalbeamte die Aufgabe, für seine Ausführung zu sorgen.

Im Bericht gemäß Artikel 17, § 2, Ziffer 3° setzt der Generalbeamte bzw. die Generalbeamtin den Strategierat von der ordnungsgemäßen Ausführung und dem Abschluss jeglichen Auftrags in Kenntnis.

KAPITEL VII — Kontrolle

Art. 41 - In Anwendung von Artikel 51 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung wird die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle auf die eWBS-Dienststelle anwendbar. Diese Kontrolle wird vom Finanzinspektor durchgeführt, der gemeinsam von den Regierungen bezeichnet ist.

Art. 42 - Der Rechnungshof kontrolliert die Buchführung der eWBS-Dienststelle.

Der Rechnungshof kann diese Kontrolle vor Ort durchführen und sich jederzeit die Belege, Verzeichnisse, Übersichtsdokumente, Auskünfte oder genauere Angaben bezüglich der Einnahmen, der Ausgaben und des Vermögens übermitteln lassen.

Titel II — Modalitäten für die Übertragung von Mitarbeitern des Kommissariats EASI-WAL auf die eWBS-Dienststelle

Art. 43 - § 1. Die Mitarbeiter von EASI-WAL werden durch Schreiben des Ministers - per Einschreibebrief oder auf allen sonstigen Wegen, durch die ein sicher feststehendes Datum vermerkt werden kann - darum gebeten, binnen dreißig Werktagen ihre Entscheidung zu treffen, ob sie

1° in die eWBS-Dienststelle versetzt werden möchten,

2° in den Öffentlichen Dienst der Wallonie oder in eine Einrichtung öffentlichen Interesses der Wallonischen Region versetzt werden möchten,

3° ggf. wieder in die ursprüngliche Dienststelle eingewiesen werden möchten, was die dem Kommissariat zur Verfügung gestellten oder wegen eines Sonderauftrags innerhalb desselben beurlaubten Mitarbeiter angeht.

Falls innerhalb der eingeräumten Frist keine Antwort eingegangen ist, wird davon ausgegangen, dass die Mitarbeiter sich für eine Versetzung in die eWBS-Dienststelle entschieden haben.

§ 2. Zu einem von der Wallonischen Regierung festgelegten Zeitpunkt

a) werden die Mitarbeiter, die sich für eine Versetzung in die eWBS-Dienststelle entschieden haben, automatisch übertragen,

b) werden die Mitarbeiter, die sich für eine Versetzung in den Öffentlichen Dienst der Wallonie oder in eine Einrichtung öffentlichen Interesses der Wallonischen Region entschieden haben, automatisch dort auf verfügbare Arbeitsstellen übertragen,

c) wird die Zurverfügungstellung oder der Urlaub wegen Sonderauftrags der Mitarbeiter, die sich für die Wiedereinweisung in die ursprüngliche Dienststelle entschieden haben, beendet.

§ 3. Die Arbeitsverträge für einen klar umrissenen Auftrag bzw. die befristeten Arbeitsverträge der unter § 2 Buchstabe a) genannten Mitarbeiter werden zu unbefristeten Arbeitsverträgen gemäß den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder vorgesehenen Bestimmungen. Die mit dem ursprünglichen Arbeitsvertrag einhergehenden Ansprüche werden aufrechterhalten.

Was die unter § 2 Buchstabe b) genannten Mitarbeiter betrifft, sorgt der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie so weit wie möglich für eine Übereinstimmung der Kompetenzen der zu versetzenden Person und der dieser Person innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses der Wallonischen Region anvertrauten neuen Aufgaben. Gegebenenfalls können mehrere verfügbare Arbeitsstellen - worunter wenigstens eine ihren Verwaltungssitz in Namur hat - der zu versetzenden Person vorgeschlagen werden.

Art. 44 - Diese Übertragungen bzw. Wiedereinweisungen sind mit keinen neuen Ernennungen gleichzusetzen.

Titel III — Modalitäten für die Übertragung von Mitarbeitern des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft auf die eWBS-Dienststelle

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Art. 45 - Dieser Titel findet auf die ersten durch Übertragung von Mitarbeitern aus den Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft zu besetzenden Arbeitsstellen innerhalb von eWBS Anwendung

KAPITEL II — Modalitäten für die Übertragung von Mitarbeitern aus den Dienststellen der Französischen Gemeinschaft auf eWBS

Abschnitt 1 — Übertragung von Mitarbeitern aus den Dienststellen der Französischen Gemeinschaft, die eigens zu Zwecken der administrativen Vereinfachung oder der elektronischen Verwaltung bereits eingestellt bzw. angeworben sind

Art. 46 - § 1. Mitarbeiter, die eigens zu Zwecken der administrativen Vereinfachung oder der elektronischen Verwaltung innerhalb des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft bereits eingestellt bzw. angeworben sind, werden durch Schreiben des Ministers - per Einschreibebrief oder auf allen sonstigen Wegen, durch die ein sicher feststehendes Datum vermerkt werden kann - darum gebeten, binnen dreißig Werktagen ihre Entscheidung zu treffen, ob sie

- in die eWBS-Dienststelle versetzt werden möchten,

- einer anderen Stelle innerhalb der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoher Medienrat) und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII angehören, zugewiesen werden möchten.

Falls innerhalb der eingeräumten Frist keine Antwort eingegangen ist, wird davon ausgegangen, dass die Mitarbeiter eine Versetzung in eWBS gewählt haben.

§ 2. Zu einem von der Regierung der Französischen Gemeinschaft festgelegten Zeitpunkt werden

a) die Mitarbeiter, die sich für eine Versetzung in die eWBS-Dienststelle entscheiden, automatisch übertragen,

b) die Mitarbeiter, die sich für eine Zuweisung zu einer anderen Stelle innerhalb des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft entscheiden, automatisch dort auf verfügbare Arbeitsstellen übertragen,

§ 3. Mit den Mitarbeitern gemäß § 2 Buchstabe a), die im Rahmen eines Arbeitsvertrags eingestellt sind, wird ein neuer Arbeitsvertrag abgeschlossen. Die mit dem ursprünglichen Arbeitsvertrag einhergehenden Ansprüche werden aufrechterhalten.

Was die unter § 2 Buchstabe b) genannten Mitarbeiter betrifft, sorgt der Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft so weit wie möglich für eine Übereinstimmung der Kompetenzen der zuzuweisenden Person und der dieser Person innerhalb des Ministeriums anvertrauten neuen Aufgaben. Gegebenenfalls können mehrere verfügbare Arbeitsstellen - worunter wenigstens eine ihren Verwaltungssitz in Brüssel hat - der zu versetzenden Person vorgeschlagen werden.

Art. 47 - Die Übertragung setzt den Übergang von einer Stelle des Stellenplans des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft zu einer Stelle des Stellenplans von eWBS voraus.

Sie stellt weder eine neue Ernennung der versetzten Bediensteten dar, noch deren Übertragung im Sinne des Personalstatuts.

Der administrative Stand und der Besoldungsstand, die die Bediensteten bzw. Vertragspersonalmitglieder zum Zeitpunkt ihrer Versetzung erhalten, gelten als innerhalb von eWBS erhaltene Stände.

Abschnitt 2 — Modalitäten für die Übertragung anderer Mitarbeiter aus den Dienststellen der Französischen Gemeinschaft auf eWBS

Art. 48 - Jede in Anwendung dieses Abschnittes zu besetzende Stelle wird Gegenstand eines auf Vorschlag des Strategierats der eWBS-Dienststelle von der Regierung der Französischen Gemeinschaft zu bestätigenden Funktionsprofils.

Mit diesen Funktionsprofilen sollen die Funktionsprofile der in Anwendung von Artikel 46 auf die eWBS-Dienststelle übertragenen Personen ergänzt werden.

Der Minister wird mit der Durchführung eines jeden Auswahlverfahrens beauftragt, das sich aus der Umsetzung dieses Abkommens ergibt.

Art. 49 - § 1 Bedienstete, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Abkommens an einer anderen Arbeitsstelle des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft beschäftigt sind als derjenigen, die in Artikel 46 genannt ist, können nach den Modalitäten gemäß diesem Kapitel auf freiwilliger Grundlage in eWBS versetzt werden.

§ 2. Vertragspersonalmitglieder, die innerhalb derselben Dienststellen beschäftigt sind, können ihre Übertragung auf eWBS beantragen.

Der Antrag unterliegt den Bestimmungen dieses Kapitels.

Im Falle einer Versetzung in die eWBS-Dienststelle unterschreiben die in Absatz 1 genannten Personen einen neuen Arbeitsvertrag.

Art. 50 - Im Rahmen des für eWBS festgelegten Stellenplans und unter Berücksichtigung der Anzahl Bediensteter, die im Anschluss an das in Abschnitt 1 vorgesehene Verfahren versetzt worden sind, bestimmen die Regierungen die Anzahl Arbeitsstellen - je nach Funktionsprofil aufgeteilt -, die durch Übertragung auf eWBS besetzt werden können.

Mittels einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* lässt er einen Aufruf an die Mitarbeiter gemäß Artikel 48 ergehen. Eine interne Verbreitung dieses Aufrufs innerhalb der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft findet ebenfalls statt. Der Aufruf findet in den Monaten Juli und August nicht statt.

Wenn die im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Funktionsprofile Zusammenfassungen ausführlicherer Funktionsprofile sind, verweist der Aufruf im *Belgischen Staatsblatt* auf die Webseite, auf der diese Funktionsprofile abrufbar sind, sowie auf die Verwaltungsdienststelle, bei der eine Kopie dieser Profile in Papierform erhalten werden kann.

Art. 51 - Jede Bewerbung um eine Arbeitsstelle braucht hinsichtlich des entsprechenden Funktionsprofils motiviert zu sein, und der Generaldirektion Personal und öffentlicher Dienst des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft binnen fünfzehn Werktagen nach dem Aufruf an die Bewerber mit Einschreibebrief zugestellt zu werden.

Mittels eines mit Gründen versehenen Beschlusses bezeichnen die Regierungen diejenigen Bewerber, die freiwillig in die eWBS-Dienststelle zu versetzen sind. Sie können auch *in fine* beschließen, keine Mitarbeiter zu versetzen.

Vor dieser Bezeichnung beauftragen sie einen Ausschuss, der sich mindestens aus vier Personen zusammensetzt, worunter einem Vertreter des Generalsekretärs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und einem Vertreter des Generalsekretärs des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft, dem Generalbeamten von eWBS und einem unter den Mitarbeitern der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft ausgewählten Sachverständigen im Bereich des Öffentlichen Dienstes, mit der Begutachtung der Bewerber um jegliche durch Übertragung zu besetzende Arbeitsstelle.

Der im vorigen Absatz genannte Ausschuss hat notwendigerweise die Bewerber im Voraus anzuhören, die aufgrund ihres Lebenslaufs die vorab festgesetzten Auswahlkriterien erfüllen.

Art. 52 - Die Übertragung setzt den Übergang von einer Stelle des Stellenplans des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft zu einer Stelle des Stellenplans von eWBS voraus.

Sie stellt weder eine neue Ernennung der versetzten Bediensteten dar, noch deren Übertragung im Sinne des Personalstatuts.

Der administrative Stand und der Besoldungsstand, die die Bediensteten bzw. Vertragspersonalmitglieder zum Zeitpunkt ihrer Versetzung erhalten, gelten als innerhalb von eWBS erhaltene Stände.

Art. 53 - Die Regierungen legen das Datum des Abschlusses des in diesem Kapitel dargelegten Übertragungsverfahrens fest.

KAPITEL III — *Andere Modalität*

Art. 54 - Ergänzend zu den oben angeführten Bestimmungen dieses Titels können die Bediensteten gemäß Artikel 45 angesichts der Notwendigkeit der Dienstkontinuität, die die eWBS-Dienststelle aufgrund ihrer Aufgaben gewährleisten muss, entsprechend den Bestimmungen des Erlasses der Französischen Gemeinschaft vom 2. Juni 2004 über Urlaubs- und Abwesenheitsarten für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoher Medienrat) und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII angehören, zwecks der Ausübung einer Aufgabe innerhalb von eWBS von Amts wegen beurlaubt werden.

Titel IV — **Allgemeine, Änderungs- und Schlussbestimmungen**

Art. 55 - Der erste auf fünf Jahre ausgelegte strategische Plan gemäß Artikel 33 wird bis zum 1. Januar 2016 erarbeitet.

In der Zwischenzeit wird ein strategischer Plan von der Regierung verabschiedet, der auf eine kürzere Dauer angelegt ist.

Art. 56 - § 1. In Artikel 334 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 17. März 2009 und vom 20. September 2012, wird ein § 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1/1. Der leitende Beamte bzw. die leitende Beamtin der Dienststelle "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft zur Organisation eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS" wird von einem Kollegium bewertet, das sich aus

- 1° dem Minister des öffentlichen Dienstes oder seinem Vertreter, der den Vorsitz führt,
- 2° dem bzw. den betroffenen funktionellen Minister oder deren Vertreter,
- 3° dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie,
- 4° dem Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft zusammensetzt."

§ 2. In Artikel 334 § 4 desselben Erlasses, abgeändert durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird Ziffer 2° durch Folgendes ersetzt:

"2° dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und dem Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft."

Art. 57 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 über das "Commissariat wallon E-Administration-Simplification" (wallonisches Kommissariat E-Verwaltung-Vereinfachung), abgekürzt "EASI-WALL", wird aufgehoben.

Art. 58 - Das vorliegende Abkommen tritt am 1. März 2014 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1

1° werden die Artikel 19 bis 32, 37, 38 und 42 an dem Datum wirksam, an dem die Dienststelle "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" für einen Verwaltungsdienst mit autonomer Buchführung erklärt wird,

2° tritt Artikel 57 am 31. Dezember 2014 in Kraft.

Außerdem finden Artikel 43 bis 47 dieses Zusammenarbeitsabkommens ebenfalls auf die Einstellungen innerhalb des Kommissariats EASI-WAL oder des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft Anwendung, die gegenwärtig oder zwischen dem Datum des Inkrafttretens dieses Zusammenarbeitsabkommens und dem 31. Mai 2014 stattfinden (werden).

Art. 59 - Folgende Dekrete treten am 1. März 2014 in Kraft:

- das Dekret der Wallonischen Region vom 13. Juni 2013 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft im Bereich der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung und zur Organisation eines Netzes von mit der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung beauftragten Korrespondenten, genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS",

- das Dekret der Wallonischen Region vom 13. Juni 2013 zur Zustimmung, für die in Artikel 138 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten, zu dem Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft im Bereich der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung und zur Organisation eines Netzes von mit der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung beauftragten Korrespondenten, genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS",

- das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 6. Juni 2013 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft im Bereich der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung und zur Organisation eines Netzes von mit der administrativen Vereinfachung und der elektronischen Verwaltung beauftragten Korrespondenten, genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS".

Art. 60 - Die Minister werden mit der Durchführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens beauftragt.
Namur, den 13. Februar 2014

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Kinderwohlfahrt, Forschung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen und Sportwesen
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202494]

13 FEBRUARI 2014. — Samenwerkingsakkoord tot regeling van de organisatie en de werking van de dienst "e-Wallonie-Bruxelles Simplification", afgekort "eWBS", tot vaststelling van de overdrachtsmodaliteiten van de personeelsleden van het Commissariaat EASI-WAL naar de dienst eWBS en tot vaststelling van de overdrachtsmodaliteiten van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap naar de dienst eWBS

Gelet op de artikelen 1, 2, 33, 38 en 39 alsook op hoofdstuk IV, afdelingen I en II van Titel III van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 en 87;

Gelet op de Samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonie-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2013 tot bepaling van de organieke personeelsformatie van het personeel van "e-Wallonie-Bruxelles Simplification", afgekort "eWBS", en van het organiserende steunpunt van de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens (BCED);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005 betreffende het "Commissariat wallon E-Administration-Simplification" (Waals Commissariaat E-Bestuur-Vereenvoudiging), afgekort "EASI-WAL";

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 mei 2013 en 10 juni 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juni 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 13 februari 2014;

Gelet op de akkoordprotocollen nr. 612 en 613 van 12 juli 2013 gesloten binnen het Sectorcomité XVI;

Gelet op het akkoordprotocol nr. 424 van 12 juli 2013 gesloten binnen het Sectorcomité XVII;

Gelet op de adviezen nr. 54.052/2, 54.053/2 en 54.071 van de Raad van State, gegeven op 25 en 30 september 2013 overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 13 februari 2014;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2014;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

Zijn overeengekomen wat volgt:

Titel I. — Organisatie en werking van de dienst "e-Wallonie-Bruxelles Simplification", afgekort "eWBS"

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit akkoord wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Ministers bevoegd voor de administratieve vereenvoudiging en de e-Regering;

2° "eWBS" : de dienst "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" bedoeld in de Samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonie-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS";

3° het Commissariaat : het "Commissariat wallon E-Administration-Simplification" (Waals Commissariaat E-Bestuur-Vereenvoudiging), afgekort "EASI-WAL";

4° personeelslid van EASI-WAL : het personeelslid of de persoon die in het kader van een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, dat/die aangesteld wordt, ter beschikking of in verlof gesteld wordt om een opdracht te vervullen binnen het Commissariaat;

5° de Regeringen : de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De Waalse Overheidsdienst en het Ministerie van de Franse Gemeenschap zorgen voor de hosting van de dienst eWBS en stellen hem de voor zijn werking nodige infrastructuur ter beschikking volgens de door de beleidsraad bepaalde modaliteiten.

Art. 3. De secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap oefent in onderlinge samenspraak met de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst en onder het gezamenlijke gezag van de Regeringen de leiding van de dienst eWBS uit volgens de bij dit akkoord bepaalde modaliteiten.

Op voorstel van de voorzitter van de beleidsraad stelt de Minister de andere delegaties van bevoegdheden en ondertekening dan die bedoeld in dit akkoord vast, die toegekend worden aan de beheersorganen en aan de personeelsleden van de dienst eWBS. De delegaties blijven, wat betreft hun omvang in de aangelegenheden die ze betreffen, in de perken bepaald door de delegaties toegekend aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap of aan de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK II. — *Beheerorganen van de dienst eWBS*

Afdeling 1. — De beleidsraad

Onderafdeling 1. — Bevoegdheden

Art. 4. De beleidsraad wordt ermee belast :

1° het strategische plan van de activiteiten van de dienst eWBS zoals bedoeld in artikel 33 ter goedkeuring aan de Regeringen voor te leggen;

2° de begroting van een boekjaar op te maken met inachtneming van het bij de budgettaire omzendbrief vastgestelde tijdschema en ze, in voorkomend geval, tijdens het boekjaar aan te passen;

3° het in artikel 34 bedoelde scorebord op te maken en periodiek te onderzoeken;

4° het jaarlijkse activiteitenverslag op te maken en goed te keuren;

5° de rekeningen van het afgelopen jaar vast te leggen;

6° de belastingen aan de Regeringen voor te stellen voor de dienstverleningen verleend door de eWBS buiten de diensten van de Regeringen;

7° de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen en diensten binnen de perken van artikel 30 goed te keuren;

8° het aanwervingsplan voor het statutair personeel binnen de perken van de banen van de personeelsformatie van de dienst eWBS aan de Regeringen voor te stellen;

9° de aanwerving van het bezoldigde contractueel personeel ten laste van de op de begroting van de dienst eWBS uitgetrokken kredieten naar gelang van de personeelsformatie en met inachtneming van de regels bepaald bij de Samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonië-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS" en van de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2013 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden aan de Regeringen voor te stellen;

10° de hulpbronnen en het vermogen van de dienst eWBS nauwgezet te beheren;

11° elke willekeurige beheershandeling die niet onder het dagelijkse beheer valt, uit te voeren.

Onderafdeling 2. — Samenstelling

Art. 5. De beleidsraad bestaat uit :

1° de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

2° de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° de leidend ambtenaar van eWBS, aangewezen overeenkomstig artikel 6 van de Samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonië-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS".

Deze leden zijn stemgerechtigd.

De beleidsraad kan andere mandatarissen uitnodigen om deel te nemen aan zijn discussies naar gelang van de behoeften of van het belang van laatstgenoemden.

De beleidsraad heeft ook bevoorrechte contacten met de mandatarissen die verantwoordelijk zijn voor de diensten belast met de administratieve informatica in het Waalse Gewest en in de Franse Gemeenschap.

Art. 6. De andere leden van de leidingstaf van de dienst eWBS bedoeld in artikel 17 nemen deel aan de vergaderingen van de beleidsraad met raadgevende stem.

Art. 7. De deelneming in de beleidsraad wordt niet bezoldigd.

Art. 8. De beleidsraad kan elke persoon uitnodigen om wegens zijn ervaring in de behandelde aangelegenheden deel te nemen aan zijn werken. In dit geval heeft die persoon raadgevende stem.

Onderafdeling 3. — Werking

Art. 9. Het voorzitterschap van de beleidsraad wordt om het andere kalenderjaar beurtelings waargenomen door de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst en door de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De secretaris-generaal die niet voorzitter is, is ondervoorzitter van de beleidsraad tijdens het jaar waarin de andere secretaris-generaal het voorzitterschap waarneemt.

Het secretariaat van de beleidsraad wordt waargenomen door een lid van het personeel van de dienst eWBS.

Art. 10. De voorzitter van de beleidsraad, of bij diens afwezigheid, de ondervoorzitter leidt de debatten.

Art. 11. De beleidsraad houdt minstens drie vergaderingen per jaar.

De voorzitter roept de leden van de beleidsraad schriftelijk of per e-mail minstens vijf werkdagen op voorhand op.

De oproeping bepaalt de agenda. Ze omvat de documenten betreffende de agendapunten. In spoedgevallen kan de overmaking uiterlijk de dag vóór de dag van de vergadering uitgevoerd worden.

Art. 12. De beleidsraad beraadslaagt slechts geldig indien de meerderheid van zijn stemgerechtigde leden aanwezig is of vertegenwoordigd wordt.

Indien het quorum bedoeld in het eerste lid niet bereikt wordt, beraadslaagt de beleidsraad onder voorbehoud van een formele bekrachtiging van zijn beslissingen bij de daaropvolgende vergadering.

Art. 13. De beleidsraad beraadslaagt collegiaal volgens de consensusprocedure.

Art. 14. Onverminderd artikel 11 kunnen de raadplegingen van de beleidsraad uitgevoerd worden mits het beroep op de numerieke technologieën en de communicatie per e-mail.

De beraadslaging van de beleidsraad is alleen geldig indien de meerderheid van zijn leden hun stemmen hebben overgemaakt in de vormen en binnen de voorgeschreven termijnen bedoeld in artikel 16.

De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgedrukte stemmen genomen.

Elke beslissing die overeenkomstig de in het eerste lid bedoelde procedure genomen wordt, maakt het voorwerp uit van een formele bekrachtiging bij de volgende vergadering van de beleidsraad.

Art. 15. De beraadslagingen en de beslissingen van de beleidsraad worden in een ontwerp-proces-verbaal vermeld.

Het proces-verbaal wordt aan de leden van de beleidsraad per e-mail gestuurd binnen vijf werkdagen na de vergadering. De leden van de beleidsraad beschikken over tien werkdagen om hun opmerkingen schriftelijk aan de voorzitter mede te delen.

Bij gebrek aan opmerking na afloop van die termijn wordt het proces-verbaal geacht door de voorzitter eventueel elektronisch goedgekeurd en ondertekend te zijn.

Indien een lid van de beleidsraad binnen de voorgeschreven termijn een opmerking heeft geopperd, wordt het ontwerp-proces-verbaal samen met de opmerking ter goedkeuring aan de beleidsraad voorgelegd bij de volgende vergadering van laatstgenoemde.

Een afschrift van het goedgekeurde proces-verbaal wordt elektronisch gezonden aan de leden van de beleidsraad en van de leidingstaf alsmede aan de Minister.

De goedgekeurde processen-verbaal worden opgenomen in een bijzonder register beheerd door het secretariaat van eWBS. Het register kan op elektronische drager gehouden worden.

Art. 16. De beleidsraad maakt zijn huishoudelijk reglement op.

De modaliteiten van de in artikel 14 bedoelde raadpleging worden in dit reglement bepaald. De modaliteiten bepalen minstens de communicatiemiddelen die gebruikt worden om de leden te raadplegen, de inhoud van de raadpleging, de middelen waarmee de leden hun stemmen over het voorstel mededelen en de termijn waarin ze verplicht uitgebracht worden.

Afdeling 2. — Leidingstaf

Art. 17. § 1. De leidingstaf bestaat uit :

1° de leidend ambtenaar van eWBS, aangewezen overeenkomstig artikel 6 van de Samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonië-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS";

2° de verantwoordelijke "productie en beheer" aangewezen door de Regeringen;

3° de verantwoordelijke "adviesopdracht" aangewezen door de Regeringen;

4° de verantwoordelijke "gegevensuitwisseling en kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens" aangewezen door de Regeringen.

Indien andere verantwoordelijken van diensten door de Regeringen aangewezen worden, maken ze ook deel uit van de leidingstaf.

§ 2. Onder het voorzitterschap van de leidend ambtenaar van de dienst eWBS wordt de leidingstaf ermee belast :

1° te zorgen voor de coördinatie van het geheel van de activiteit van de dienst eWBS en zijn hulpbronnen nauwgezet te beheren;

2° de beslissingen van de beleidsraad uit te voeren;

3° het strategische plan en het activiteitenprogramma vastgesteld door de beleidsraad uit te voeren en halfjaarlijks verslag over hun stand van vordering uit te brengen aan de beleidsraad;

4° een jaarlijks activiteitenverslag van de dienst eWBS alsmede het scorebord bedoeld in artikel 33 op te maken;

5° de rechten ten gunste van de administratieve dienst met een autonome boekhouding vast te stellen;

6° elke uitgave ten laste van de dienst eWBS vast te leggen voor zover het bedrag van de uitgave, exclusief btw, kleiner dan of gelijk is aan 50.000 euro;

7° de vastlegging van elke andere uitgave ten laste van de dienst eWBS toe te laten voor zover ze eerst volgens de gevallen door de Minister of de beleidsraad toegelaten wordt overeenkomstig artikel 40 van dit samenwerkingsakkoord;

8° de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen of diensten uit te voeren;

9° elk contract of elke overeenkomst te tekenen om de uitvoering mogelijk te maken van de handelingen van het dagelijks beheer, waarvan de vastleggingswaarde, exclusief btw, kleiner is of gelijk is aan 50.000 euro;

10° elk contract betreffende de diensten verleend door de dienst eWBS aan derden in het kader van zijn opdrachten, na beslissing van de beleidsraad, te tekenen.

De handelingen die de leidingstaf in het kader van het dagelijks beheer worden verricht, worden meegedeeld aan de beleidsraad bij zijn volgende vergadering.

§ 3. De leidingstaf maakt een huishoudelijk reglement op. Met inachtneming van § 2 kan hij de uitvoering van sommige handelingen betreffende het dagelijks beheer rechtstreeks delegeren aan de ambtenaar-generaal van de dienst eWBS.

Hij kan slechts zitting hebben indien minstens de meerderheid van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen van de leidingstaf worden indien mogelijk bij consensus genomen en in geval van verschil van meningen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 18. De leidend ambtenaar van de dienst eWBS voert alleen de beslissingen van de leidingstaf uit. In geval van afwezigheid wijst hij het lid van de leidingstaf aan dat gemachtigd zal worden om in zijn naam te ondertekenen.

De leidend ambtenaar van de dienst eWBS is ordonnateur in de zin van artikel 2, 6°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering.

Afdeling 3. — De penningmeester

Art. 19. De penningmeester van de dienst eWBS wordt door de Minister aangewezen en is ontvanger van de dienst eWBS.

Art. 20. De penningmeester is belast met :

- 1° de registratie van de vastgestelde rechten en van de uitvoering van de betalingen;
- 2° de bewaring en de behandeling van de gelden en waarden;
- 3° de opmaking en de bewaring van de documenten betreffende de begrotingen en rekeningen alsmede van elk bewijsstuk;
- 4° het houden van de boekhouding en de erfgoedinventaris;
- 5° de registratie van de ontvangsten en gelden van derden bedoeld in artikel 24.

HOOFDSTUK III. — De begroting

Art. 21. De dienst eWBS maakt jaarlijks volgens de bij de begrotingsomzendbrief bepaalde modaliteiten een begroting op die, zonder uitzondering, de ramingen omvat van al de inkomsten en uitgaven van de dienst eWBS.

Onder ontvangst wordt met name verstaan de in het begin van het begrotingsjaar beschikbare begrotingsmiddelen, de dotatie aan de dienst eWBS afkomstig van de begroting van het Gewest of van de Franse Gemeenschap en de ontvangsten die aan de dienst eigen zijn.

Onder uitgave wordt verstaan elke som die door de dienst eWBS aan een derde betaald moet worden.

Art. 22. Het voorleggen van de begroting, haar classificaties en de aanrekeningswijze van de ontvangsten en uitgaven worden door de Regering op voorstel van de beleidsraad vastgelegd.

Art. 23. De ontvangsten bestaan uit het saldo van het vorige jaar, de dotatie van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap en de eigen ontvangsten.

Art. 24. De begroting wordt per activiteitenprogramma en per basisallocatie opgemaakt.

De begroting van de dienst eWBS onderscheidt met name de volgende ontvangsten :

- 1° de dotatie van het Waalse Gewest bepaald op grond van het werkprogramma van de dienst;
- 2° de dotatie van de Franse Gemeenschap bepaald op grond van het werkprogramma van de dienst;
- 3° de gelden van derden toegekend aan de dienst voor de uitvoering van bijzondere actie- of programmaplannen.

Art. 25. Een nieuwe verdeling van kredieten tussen basisallocaties tijdens een begrotingsjaar wordt toegelaten na instemming van de Minister en van de Minister van Begroting.

Art. 26. Het begrotingsvoorstel voor het begrotingsjaar volgend op het lopende jaar (N+1) wordt opgemaakt op grond van een dotatie berekend overeenkomstig de begrotingsvoorschriften van het betrokken begrotingsjaar (N).

Het voorstel is vergezeld van een lijst met nieuwe initiatieven en behoeften voor het volgende begrotingsjaar waarvan de dekking, volgens de beleidsraad, een aanpassing vereist van de dotatie van de dienst eWBS. Die lijst wordt gemotiveerd en opgesteld volgens een prioriteitenvolgorde.

Art. 27. § 1. Uiterlijk op het einde van de begrotingswerkzaamheden deelt de Minister aan de dienst eWBS het bedrag mee van de dotatie die zal worden ingeschreven in het ontwerp van algemene uitgavenbegroting van de uitgaven van het Gewest.

§ 2. De beleidsraad maakt uiterlijk vijftien dagen na deze mededeling de initiële begroting voor het betrokken begrotingsjaar op.

§ 3. De begroting van de dienst eWBS is goedgekeurd zodra het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting wordt bekrachtigd. Als die goedkeuring niet is gebeurd voor de aanvang van het begrotingsjaar, mogen de uitgaven van dezelfde aard als die welke in de vorige begroting zijn toegestaan, uitgevoerd worden vanaf 1 januari.

HOOFDSTUK IV. — Rekeningen

Art. 28. Aan het einde van ieder begrotingsjaar, stelt de dienst eWBS zijn beheersrekening.

Art. 29. Aan het einde van ieder begrotingsjaar, stelt de dienst eWBS een uitvoeringsrekening van de begroting op, een sluitposttabel, een staat van de inventaris van het patrimonium voor de vaste activa en een staat van het actief en van het passief.

Art. 30. § 1. Uiterlijk einde februari van het volgende jaar worden de budgettaire uitvoeringsrekeningen van het voorgaande jaar voorgelegd aan de beleidsraad, die ze vastlegt en meedeelt aan de Minister met zijn eventuele opmerkingen.

§ 2. Uiterlijk 15 maart keurt de Minister de rekeningen van het vorige jaar goed en stuurt ze door aan de Minister van Begroting om ze naar het Rekenhof te verzenden.

Art. 31. De bewijsstukken met betrekking tot de rekeningen worden in de dienst eWBS bewaard.

Art. 32. Bij verandering van penningmeester, om welke reden ook, stelt de uittredende penningmeester zijn beheerrekening op als bedoeld in artikel 28.

HOOFDSTUK V. — Beheer

Art. 33. De dienst eWBS maakt een vijfjaarlijks beleidsplan van zijn activiteiten op en legt het aan de beleidsraad ter goedkeuring voor.

Het beleidsplan beschrijft de wijze waarop de dienst eWBS zich ertoe verbindt zijn opdrachten bepaald in het samenwerkingsakkoord van 21 februari 2013 onder vorm van doelstellingen, uit te voeren.

Het beleidsplan wordt aangepast aan de doelstellingen van de beleidsplannen van de Waalse Overheidsdienst en van het Ministerie van de Franse Gemeenschap voor zover ze bestaan of minstens aan de operationele plannen van de mandatarissen van die instellingen.

De Regering en de beleidsraad van de dienst eWBS kunnen het beleidsplan in onderlinge overeenstemming op elk ogenblik herzien.

Art. 34. De leidingsstaf van de dienst eWBS maakt een scorebord op dat het mogelijk maakt de evolutie van zijn beheer te volgen.

Het scorebord bevat een reeks indicatoren over de realisaties van de dienst eWBS over het administratieve en financiële beheer (budgettaire, boekhoudkundige gegevens en personeelsgegevens) en over de resultaten van zijn activiteiten (realisatiegraad van de bepaalde doelstellingen in het beleidsplan).

De samenstelling van het scorebord wordt door de beleidsraad bepaald

Het scorebord wordt op 30 juni en 31 december van elk begrotingsjaar geüpdatet. Het geüpgedate scorebord wordt binnen de tien werkdagen naar de beleidsraad gestuurd, die het bij zijn eerstvolgende vergadering bestudeert.

Art. 35. De beleidsraad kan aan de ambtenaar-generaal van de dienst eWBS vragen hem alle beheersinstrumenten te verschaffen die hem nuttig lijken voor zijn opdracht.

Art. 36. Tijdens iedere vergadering van de beleidsraad verstrekt de ambtenaar-generaal van de dienst eWBS naast het verslag als bedoeld in artikel 17, § 2, 3° de volgende documenten :

1° de lijst van de gesloten of in uitvoering zijnde projecten met derden;

2° de inventaris van de contracten en overeenkomsten van allerlei aard aangegaan of gesloten door de dienst eWBS.

Art. 37. De jaarlijkse dotatie wordt vereffend in drie delen :

1° 50 % vóór het einde van de tweede maand van het begrotingsjaar;

2° 25 % vóór het einde van de zesde maand van het begrotingsjaar;

3° 25 % vóór het einde van het betrokken begrotingsjaar.

De storting van de derde schijf van de dotatie kan door de Regeringen naar beneden herzien worden op basis van een stand van de begrotingsverrichtingen die reeds in de boeken zijn opgenomen, en van een voorspelling van de verrichtingen die tijdens het betrokken jaar nog verricht moeten worden.

Art. 38. § 1. De dienst eWBS kan een reservefonds aanleggen, waarvan de hoogte minstens gelijk is aan een percentage van het gemiddelde van de bestaansuitgaven van de drie voorafgaande jaren. De Minister legt, met instemming van de Minister van Begroting, dit percentage vast.

§ 2. De middelen van het reservefonds, die de krachtens § 1 vastgelegde minimale hoogte overschrijden, kunnen, op ieder ogenblik, bestemd worden voor het dekken van een specifieke uitgave door een met redenen omklede beslissing van de beleidsraad.

§ 3. Om een onvoorzien negatief saldo aan te zuiveren dat bestaat aan het einde van een begrotingsjaar of een saldo, dat het gevolg van het beheer van een bijzondere activiteit is of om aan een dwingende uitgave het hoofd te bieden, stelt de beleidsraad aan de Minister voor de middelen van dit deel van het reservefonds geheel of gedeeltelijk aan te wenden, mits tegelijkertijd een tijdschema wordt voorgelegd om het fonds opnieuw op zijn minimumhoogte te brengen.

HOOFDSTUK VI. — *Overheidsopdrachten*

Art. 39. Voor zover de overheidsopdracht voor aanneming van leveringen of diensten binnen de grenzen blijft van de kredieten die daartoe in de begroting voor het begrotingsjaar ingeschreven zijn, is de beleidsraad of de leidingsstaf gemachtigd de wijze te bepalen waarop de opdracht gegund wordt, het bijzonder bestek of de als zodanig geldende bescheiden vast te stellen, de procedure in te zetten en de opdracht te gunnen voor de behoeften van de dienst eWBS, op voorwaarde dat het geschatte bedrag van de opdracht, zonder de belasting op de toegevoegde waarde, kleiner dan of gelijk is aan :

	Open aanbesteding, open offerteaanvraag, beperkte aanbesteding en beperkte offerteaanvraag	Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking Rechtstreekse onderhandelingsprocedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
LEVERINGEN			
Beleidsraad	250.000 €	150.000 €	85.000 €
Leidingsstaf	100.000 €	80.000 €	50.000 €
DIENSTEN			
Beleidsraad	250.000 €	150.000 €	85.000 €
Leidingsstaf	100.000 €	80.000 €	50.000 €

Art. 40. Na gunning van de opdracht, is de ambtenaar-generaal ermee belast voor de uitvoering ervan te zorgen.

De ambtenaar-generaal brengt in het verslag als bedoeld in artikel 17, § 2, 3°, de beleidsraad op de hoogte van de goede uitvoering en de beëindiging van iedere opdracht.

HOOFDSTUK VII. — *Controle*

Art. 41. Overeenkomstig artikel 51 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering wordt de administratieve en budgettaire controle toegepast op de dienst eWBS. Die controle wordt door de Inspecteur van Financiën die gezamenlijk door de Regering wordt aangewezen, uitgeoefend.

Art. 42. Het Rekenhof controleert de rekeningen van dienst eWBS.

Het Rekenhof kan zijn controle ter plaatse uitvoeren en mag zich, te allen tijde, de bewijsstukken, overzichten, staten, inlichtingen of toelichtingen doen verstrekken betreffende de inkomsten, de uitgaven en het patrimonium.

Titel II. — Overdrachtsmodaliteiten van de personeelsleden van het Commissariaat EASI-WAL naar de dienst eWBS

Art. 43. § 1. De personeelsleden van EASI-WAL worden bij aan de Minister gericht schrijven, bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die vaste datum aan de verzending verleent, erom verzocht om binnen dertig kalenderdagen te bepalen of ze opteren :

1° voor een overdracht binnen eWBS;

2° voor een overdracht binnen de Waalse Overheidsdienst of binnen een instelling van openbaar nut van het Waalse Gewest;

3° voor, in voorkomend geval, de terugkeer in hun dienst van oorsprong voor de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld van het Commissariaat of in verlof gesteld worden om een opdracht te vervullen binnen het Commissariaat.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn worden de personeelsleden geacht te opteren voor een overdracht binnen eWBS.

§ 2. Op de door de Waalse Regering bepaalde datum :

a) worden de personeelsleden die voor een overdracht binnen eWBS hebben geopteerd, er van ambtswege overgedragen;

2) worden de personeelsleden die voor een overdracht binnen de Waalse Overheidsdienst of binnen een instelling van openbaar nut van het Waalse Gewest hebben geopteerd, er van ambtswege overgedragen om beschikbare betrekkingen te bekleden;

c) wordt een einde gemaakt aan de ter beschikkingstelling of het stellen in verlof om een opdracht te vervullen voor de personeelsleden die voor een terugkeer in hun dienst van oorsprong hebben geopteerd.

§ 3. Voor de in § 2, a), bedoelde personeelsleden die een arbeidsovereenkomst voor een duidelijk bepaalde opdracht of een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur genieten, worden hun overeenkomsten van onbepaalde duur overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden. De in het kader van de oorspronkelijke arbeidsovereenkomst verworven rechten blijven gehandhaafd.

Voor de in § 2, b), bedoelde personeelsleden zorgt de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst er voor zover mogelijk voor dat er overeenstemming wordt bereikt tussen de bevoegdheden van de over te dragen persoon en de nieuwe opdrachten die aan de persoon worden toevertrouwd binnen de Waalse Overheidsdienst of een instelling van openbaar nut van het Waalse Gewest. In voorkomend geval kunnen verschillende beschikbare betrekkingen, waaronder minstens één met een administratieve verblijfplaats in Namen, aan de over te dragen persoon voorgesteld worden.

Art. 44. De overdrachten of terugkeer vormen geen nieuwe benoeming.

Titel III. — Overdrachtsmodaliteiten van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap naar de dienst eWBS

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 45. Deze titel is van toepassing op de eerste betrekkingen die binnen eWBS bekleed moeten worden bij overdracht van het personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap naar eWBS.

HOOFDSTUK II. — Overdrachtsmodaliteiten van het personeel van de diensten de Franse Gemeenschap naar de dienst eWBS

Afdeling 1. — Overdracht van het personeel van de diensten van de Franse gemeenschap dat specifiek voor de administratieve vereenvoudiging of het elektronische bestuur reeds in dienst genomen of aangeworven is

Art. 46. § 1. De personeelsleden die specifiek voor de administratieve vereenvoudiging of het elektronische bestuur reeds in dienst genomen of aangeworven zijn, worden bij aan de Minister gericht schrijven, bij aangetekend schrijven of via elke modaliteit die vaste datum aan de verzending verleent, erom verzocht om binnen dertig kalenderdagen te bepalen of ze opteren :

- voor een overdracht binnen eWBS;

- voor een aanstelling voor een andere betrekking binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder Sectorcomité XVII ressorteren.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn worden de personeelsleden geacht te opteren voor een overdracht binnen eWBS.

§ 2. Op de door de Regering van de Franse Gemeenschap bepaalde datum :

a) worden de personeelsleden die voor een overdracht binnen eWBS zullen hebben geopteerd, er van ambtswege overgeplaatst;

2) worden de personeelsleden die voor een aanstelling voor een andere betrekking binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap zullen hebben geopteerd, er van ambtswege overgedragen om beschikbare betrekkingen te bekleden.

§ 3. Voor de in § 2, a), bedoelde personeelsleden die een arbeidsovereenkomst genieten, zal een nieuwe arbeidsovereenkomst met laatstgenoemden ondertekend worden. De in het kader van de oorspronkelijke arbeidsovereenkomst verworven rechten blijven gehandhaafd.

Voor de in § 2, b), bedoelde personeelsleden zorgt de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap er voor zover mogelijk voor dat overeenstemming wordt bereikt tussen de bevoegdheden van de aan te stellen persoon en de nieuwe opdrachten die aan de persoon worden toevertrouwd binnen het Ministerie. In voorkomend geval kunnen verschillende beschikbare betrekkingen, waaronder minstens één met een administratieve verblijfplaats in Brussel, aan de over te dragen persoon voorgesteld worden.

Art. 47. De overdracht is de overgang van een betrekking van de personeelsformatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap naar een betrekking van de personeelsformatie van de dienst eWBS.

De overdracht betekent niet dat de overgedragen ambtenaren benoemd worden of overgedragen worden volgens het statuut van het personeel. De administratieve en geldelijke toestand van de ambtenaren of de contractuele personeelsleden op het ogenblik van hun overdracht wordt geacht verworven te zijn binnen de dienst eWBS.

Afdeling 2. — Overdrachtmodaliteiten van andere personeelsleden van de diensten de Franse Gemeenschap naar de dienst eWBS

Art. 48. Voor iedere betrekking die toe te kennen is bij toepassing van deze afdeling, moet een ambtsprofiel bekrachtigd worden door de Regering van de Franse Gemeenschap op voorstel van de Beleidsraad van eWBS.

De ambtsprofielen zullen de ambtsprofielen van de overeenkomstig artikel 46 naar eWBS overgedragen personen aanvullen.

De Minister is belast met de toepassing van elke selectieprocedure die voortvloeit uit de toepassing van dit akkoord.

Art. 49. § 1. De ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit akkoord werkzaam zijn in een andere betrekking van het Ministerie van de Franse Gemeenschap dan die bedoeld in artikel 46 kunnen op vrijwillige basis overgedragen worden naar eWBS volgens de bepalingen bedoeld bij dit hoofdstuk.

§ 2. De leden van het contractueel personeel die werkzaam zijn binnen dezelfde diensten kunnen vragen om naar eWBS te worden overgedragen.

Hun aanvraag wordt onderworpen aan de bepalingen van dit hoofdstuk.

In geval van overdracht binnen eWBS ondertekenen de in het eerste lid bedoelde personen een nieuwe arbeidsovereenkomst.

Art. 50. Binnen de perken van de voor eWBS bepaalde personeelsformatie en rekening houdende met het aantal ambtenaren die in het kader van de in afdeling 1 bedoelde procedure overgedragen zijn, bepalen de Regeringen het aantal betrekkingen, onderverdeeld per ambtsprofiel, die toegekend kunnen worden door overdracht binnen eWBS.

Hij doet, bij publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, een oproep tot de personeelsleden bedoeld in artikel 48. Een interne verspreiding van de oproep binnen de diensten van de Regeringen van de Franse Gemeenschap wordt ook georganiseerd. De oproep wordt niet tijdens de maanden juli en augustus georganiseerd.

Als de ambtsprofielen gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* een synthese zijn van meer gedetailleerde ambtsprofielen, geeft de oproep in het *Belgisch Staatsblad* het adres aan van de website waarop deze ambtsprofielen kunnen worden geraadpleegd alsmede de administratieve dienst waar het afschrift, op papier, van deze profielen kan worden ontvangen.

Art. 51. Iedere kandidatuur voor een betrekking moet gemotiveerd worden rekening houdende met het ambtsprofiel dat ermee overeenstemt en per aangetekend schrijven worden meegegeed aan de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap binnen vijftien dagen volgend op de oproep tot de kandidaten.

Bij gemotiveerde beslissing stellen de Regeringen de kandidaten aan die vrijwillig naar eWBS worden overgedragen. In fine kunnen ze ook beslissen om geen personeelsleden over te dragen.

Voor deze aanstelling vaardigen ze een Commissie af, bestaande uit minstens vier leden waaronder een vertegenwoordiger van de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst en een vertegenwoordiger van de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de ambtenaar-generaal van eWBS en van een deskundigen in de ambtenarenzaken, gekozen onder de personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap, met de opdracht een advies te geven over de kandidaten voor elke betrekking open voor een overdracht.

De in het vorig lid bedoelde commissie moet de kandidaten vooraf horen die krachtens hun curriculum vitae voldoen aan de van tevoren bepaalde selectiecriteria.

Art. 52. De overdracht is de overgang van een betrekking van de personeelsformatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap naar een betrekking van de personeelsformatie van de dienst eWBS.

De overdracht betekent niet dat de overgedragen ambtenaren benoemd worden of overgedragen worden volgens het statuut van het personeel.

De administratieve en geldelijke toestand van de ambtenaren of de contractuele personeelsleden op het ogenblik van hun overdracht wordt geacht verworven te zijn binnen de dienst eWBS.

Art. 53. De Regeringen beslissen over de datum waarop de overdrachtsprocedure bedoeld bij dit hoofdstuk eindigt.

HOOFDSTUK III. — *Andere modaliteit*

Art. 54. Ter aanvulling van de bepalingen die hierboven in deze titel worden vermeld, kunnen de in artikel 45 bedoelde ambtenaren, met het oog op de noodzakelijke continuïteit van diensten waarin eWBS moet voorzien, gelet op zijn opdrachten, van rechtswege in verlof worden gesteld om een opdracht binnen de dienst eWBS te vervullen overeenkomstig de bepalingen van het besluit van 2 juni 2004 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

Titel IV. — *Algemene, wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 55. Het in artikel 33 bedoelde eerste vijfjaarlijkse beleidsplan over vijf jaar wordt voor 1 januari 2016 opgemaakt.

Een beleidsplan met een kortere duur zal in die tussentijd door de Regering opgemaakt worden.

Art. 56. § 1. In artikel 334 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en van 20 september 2012, wordt een § 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1./1. De leidend ambtenaar van de dienst "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" bedoeld in de Samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonië-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS", wordt geëvalueerd door een college samengesteld uit :

- 1° de Minister van Ambtenarenzaken of zijn afgevaardigde, die voorzitter is;
- 2° de betrokken functionele Ministers of hun afgevaardigde;
- 3° de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst;
- 4° de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap."

§ 2. In artikel 334, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt 2° vervangen als volgt :

"2° de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst en de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap."

Art. 57. Het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005 betreffende het "Commissariat wallon E-Administration-Simplification", afgekort "EASI-WAL", wordt opgeheven.

Art. 58. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 maart 2014.

In afwijking van het eerste lid :

1° hebben de artikelen 19 tot 32, 37, 38 en 42 uitwerking met ingang van de datum van aanwijzing van de dienst "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" als administratieve dienst met een autonome boekhouding;

2° treedt artikel 57 in werking op 31 december 2014.

Overigens zijn de artikelen 43 tot 47 van dit samenwerkingsakkoord ook van toepassing op de verbintenissen die binnen het Commissariaat EASI-WAL of van het Ministerie van de Franse Gemeenschap lopend zijn of georganiseerd worden tussen de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord en 31 mei 2014.

Art. 59. De volgende decreten treden in werking op 1 maart 2014 :

- het decreet van het Waalse Gewest van 13 juni 2013 houdende instemming met de Samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonie-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS".

- het decreet van het Waalse Gewest van 13 juni 2013 houdende instemming, voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, met de Samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonie-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS".

- het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 juni 2013 houdende instemming met de Samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonie-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS".

Art. 60. De Ministers zijn belast met de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord.

Namen, 13 februari 2014.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202495]

3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre organique du personnel de la Société wallonne du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, tel que modifié à ce jour;

Vu les statuts de la Société wallonne du Logement tels que modifiés à ce jour;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 fixant le cadre organique de la Société wallonne du Crédit social;

Vu le contrat de gestion du 3 avril 2014 entre la Région wallonne et la Société wallonne du Logement;

Vu la décision du Conseil d'administration de la Société wallonne du 8 juillet 2013 et du 24 mars 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 12 décembre 2013;

Vu les avis du Comité de concertation de base de la Société wallonne du Logement, donnés les 17 avril et 14 juin 2013 ainsi que le 14 mars 2014;

Considérant les dispositions du Code de la Fonction publique inscrites dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 en matière d'organigramme et de plan de personnel;